

Department of History and Civilization

Du registre de population
au registre national

Deux siècles de pratique administrative
en Belgique, 1791-1991

RENÉ LEBOUTTE

HEC No. 98/3

EUI WORKING PAPERS

WP
940
EUR



EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

European University Institute



3 0001 0036 9031 2

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE

DEPARTMENT OF HISTORY AND CIVILIZATION



EUI Working Paper HEC No. 98/3

**Du registre de population au registre national
Deux siècles de pratique administrative
en Belgique, 1791-1991**

RENÉ LEBOUTTE

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)

All rights reserved.
No part of this paper may be reproduced in any form
without permission of the author.

© René Leboutte
Printed in Italy in April 1998
European University Institute
Badia Fiesolana
I – 50016 San Domenico (FI)
Italy

DU REGISTRE DE POPULATION AU REGISTRE NATIONAL

Deux siècles de pratique administrative en Belgique

1791 - 1991

INTRODUCTION

L'enregistrement des citoyens à des fins administratives et scientifiques constituent l'un des fleurons de l'héritage de l'administration française en Belgique (1795-1815). Dès son origine, le jeune Etat belge s'est distingué par la qualité de son appareil statistique en matière de population. Grâce à Adolphe Quetelet (1796-1874), la Belgique a été le premier pays d'Europe à rendre opérationnel un instrument de connaissance statistique de première valeur: le registre de population¹.

Avec la Suède, la Belgique est le pays où les registres de population fonctionnent de manière continue depuis plus de cent cinquante ans². Les registres belges ont fait l'admiration de tous les statisticiens européens lors des congrès de statistique qui se sont multipliés dans la seconde moitié du siècle dernier. Aujourd'hui, ils sont une source de toute première valeur tant pour la démographie historique que pour l'histoire sociale, la sociologie et la démographie.

En matière de gestion administrative, ils ont été et ils demeurent l'instrument de base pour l'identification des personnes, tant Belges que d'origine étrangère. Grâce à l'informatique, leur potentialité est accrue. Les anciens registres de population ont donné naissance au registre national de la population.

Notre but est de décrire brièvement l'usage des registres de population à des fins scientifiques, mais surtout de retracer leur histoire³.

¹ En guise d'introduction générale, lire DUPAQUIER J., HELIN Et., «De l'arithmétique politique à la statistique», dans BARDET J.-P., DUPAQUIER J. (éditeurs), *Histoire des populations de l'Europe*, t. 2., *La révolution démographique 1750-1914*, Paris, 1998, pp. 37-55.

² La Suède, cependant, possède des «registres de population» depuis le XVII^e siècle, lire à ce propos: LEBOUTTE R., *Les banques de données: un second souffle pour la démographie*, pp. 111-124.

Les références figurent dans la bibliographie en annexe. Abréviations utilisées: B.C.C.S.: *Bulletin de la Commission centrale de statistique*; M.A.D.O.: *Mémorial administratif du Département de l'Ourthe*; M.A.P.L.: *Mémorial administratif de la Province de Liège*; M.B.: *Moniteur Belge*; A.E.L.: *Archives de l'Etat à Liège*.

³ LEBOUTTE R., *Reconstitution des familles et dynamique des ménages: l'apport des registres de population*, dans *Archives et Bibliothèques de Belgique*, numéro spécial 24, «Sources et méthodes de la démographie historique avant 1850», Bruxelles, 1984, pp. 89-112. A propos des registres de population en Belgique, lire: OBOTELA R., *Les recensements belges au XIX^e siècle*, Liège, 1983; LEBOUTTE R., OBOTELA R., *Les registres de population en Belgique*, pp. 285-305; MARECHAL G., *Bewaring en vernietiging van gemeentearchieven*, t. 1, pp. 20-39.

CHAPITRE I. AUX ORIGINES DES REGISTRES DE POPULATION BELGES

A. *Un objectif fondamental: le maintien de l'ordre*

L'initiative d'inscrire les citoyens de chaque commune sur des listes dressées annuellement et tenues à jour est à mettre à l'actif de l'Assemblée nationale qui promulgua les 19-22 juillet 1791 un décret* relatif à «l'organisation d'une police municipale et correctionnelle», stipulant que dans chaque municipalité, il sera procédé à un état des habitants et que, chaque année, dans le courant des mois de novembre et décembre, cet état sera remis à jour en mentionnant les changements nécessaires⁴. Vu que le décret de 1791 établit une «police de sûreté», cet état des habitants, conçu sous forme de registre, est d'abord et avant tout un instrument de police, comme le confirme d'ailleurs l'article 3 du décret qui concerne la surveillance des «gens sans aveu» et des suspects. En outre, les aubergistes, maîtres d'hôtels et logeurs doivent tenir un registre des voyageurs qui sera présenté aux officiers municipaux et de police tous les quinze jours.

Au moment même du rattachement du territoire belge à la France, par décret du 9 vendémiaire an IV (1er octobre 1795), l'organisation d'une police intérieure des communes est mise en place d'abord par arrêté des représentants du peuple du 9 vendémiaire an IV relatif à la police et, le lendemain, par un décret* s'appliquant à toutes les communes de France (10 vendémiaire IV - 2 octobre 1795)⁵.

Ce décret* stipule, sous la rubrique «Moyens d'assurer la police intérieure de chaque commune», qu'un tableau des habitants de plus de douze ans sera dressé, avec mention de l'époque de leur entrée dans la commune. Dans chaque département, c'est au préfet que revient la mission de faire appliquer ces obligations. Celui du Département de l'Ourthe, par exemple, prend, le 12 juillet 1808, un arrêté suivant lequel «tous les ans, dans les dix premiers jours de janvier, les maires feront, sur le tableau des citoyens domiciliés dans leurs communes, les mutations qu'auront rendu nécessaires les changements de domicile survenus pendant l'année précédente. Ils y inscriront les citoyens qui, dans cet intervalle, leur auront justifié

⁴ Nous reproduisons en annexe les principaux textes législatifs, les principales instructions et commentaires relatifs à la création et à la tenue des registres de population. Dans le texte, le renvoi à l'annexe est signalé par un astérisque.

⁵ *Pasinomie*, 1ère série, t. 7, 1835, p. XXII (arrêté du 9 vendémiaire an IV sur la police intérieure), p. XXIII (arrêté du 12 vendémiaire an IV ordonnant la publication de la loi du 9 vendémiaire an IV décrétant la réunion de la Belgique à la France), pp. 78-79 (loi du 9 vendémiaire an IV décrétant la réunion de la Belgique à la France), p. 264 (arrêté du 18 pluviôse an IV (7 février 1796) relatif au mode de promulgation des lois dans les neuf départements, qui composaient la ci-devant Belgique).

avoir fixé leur domicile dans cette commune, ils n'en rayeront que ceux qui auront quitté de fait leur domicile habituel dans la même commune pendant la même année». La preuve du changement de domicile repose sur la présentation d'un certificat remis par l'administration municipale du lieu que l'on quitte⁶.

Ces dispositions constituent l'embryon du futur registre de population puisqu'elles prévoient le principe de la domiciliation «habituelle» pour l'enregistrement et l'inscription régulière des mutations.

Toutefois, l'application des décrets de 1791 et de 1795 laissa fort à désirer. Dans la plupart des communes, particulièrement dans les localités rurales, ces registres n'ont jamais été tenus ou, alors, avec grande négligence⁷.

B. *Le dénombrement général de la population de 1830*

Le régime hollandais (1815-1830) s'est efforcé de faire appliquer la législation en matière de listes de habitants, sans toutefois apporter d'améliorations notoires. Il faut attendre la création d'un Bureau de statistique, par arrêté royal du 3 juillet 1826, et la mise sur pied d'un recensement général de la population, ordonnée par l'arrêté royal du 29 septembre 1828*, pour que la question du registre de population soit à nouveau posée⁸. L'arrêté de 1828 instaure aussi une périodicité décennale dans l'exécution des recensements.

L'article premier de l'instruction annexée à l'arrêté royal du 3 septembre 1829* contenant les dispositions relatives au recensement précise en effet que le «recensement et l'enregistrement des habitants domiciliés dans le Royaume ont pour objet principal d'établir dans chaque localité des *registres de population* contenant les renseignements et les détails sur la population qu'il est nécessaire et utile de posséder dans l'intérêt de l'État».

On y trouve les caractéristiques du futur registre de population belge:

1) chaque double folio est réservé à l'inscription des membres d'un ménage en commençant par le chef, puis par sa femme, ses enfants d'après l'ordre de leur âge, à l'exception de ceux placés aux académies, aux écoles ou aux pensionnats qui sont inscrits dans le lieu où ils séjournent (dans la colonne *observations* le domicile de leurs parents est toutefois mentionné); ensuite viennent les domestiques et ouvriers qui demeurent chez leurs maîtres;

⁶ M.A.D.O., t. 14, 1808, n°448, pp. 38-39.

⁷ HANSON D., *Une source d'histoire sociale: les listes d'habitants dressées par la police*, pp. 115-164.

⁸ LOTTIN J., *Quetelet, statisticien et sociologue*, pp. 73-74.

- 2) figurent au registre toutes les mutations (naissances, mariages, décès, déménagements) survenues entre l'époque de l'inscription et le premier janvier 1830;
- 3) le principe de l'inscription est celui du domicile habituel;
- 4) les étudiants, les individus placés dans des établissements de bienfaisance ou dépôts de mendicité, les détenus dans les maisons de correction et les prisons, ainsi que les orphelins mineurs n'habitant pas la maison de leurs tuteurs sont inscrits dans le lieu où ils séjournent;
- 5) les militaires sont inscrits dans l'endroit de leur garnison, tandis que ceux qui sont annuellement en congé sont inscrits au lieu de leur résidence ordinaire;
- 6) ceux qui voyagent ou naviguent une grande partie de l'année (marchands, colporteurs, artistes, bateliers...) sont inscrits dans l'endroit où ils paient les contributions de l'État;
- 7) les personnes disposant d'une habitation d'été autre que celle d'hiver, ou qui sont imposées à la contribution personnelle dans plus d'un endroit, sont inscrites uniquement au siège de l'établissement de leur fortune⁹.

Cette nouvelle tentative n'eut guère plus de succès que celles entreprises par les autorités françaises, en raison surtout des troubles révolutionnaires¹⁰.

Si la sécurité publique reste un objectif prioritaire, on s'achemine vers d'autres préoccupations de gestion administrative comme en témoigne le préambule de l'arrêté royal du 28 septembre 1828¹¹. La création du Bureau de statistique en 1826 concrétise aussi un

⁹ M.A.P.L., 1829, n° 514, pp. 377-381.

¹⁰ Moins d'une commune sur dix conserve les résultats du recensement de 1829 et possède un registre de population établi à partir des bulletins de recensement (QUETELET A., *Sur les anciens recensements de la population belge*, dans *Bulletin de la Commission centrale de statistique [B.C.C.S.]*, t. 3, 1847, pp. 1-38). Dans certaines communes, le registre de population de 1830 est accompagné d'un registre annexe qui contient les entrées et sorties successives, tandis qu'ailleurs la colonne *observation* sert à cet effet.

¹¹ Sans un recensement exact de la population, les données statistiques offrent peu de certitude. Or la détermination précise du nombre d'habitants d'un pays doit servir de base à toutes recherches ultérieures de cette nature (*Pasinomie*, 2^{me} série, t. 9, 1842, pp. 220-221).

souci nouveau de la part de l'État: la connaissance scientifique de la population¹².

C. *Le premier recensement belge*

Au lendemain de la révolution de 1830, deux hommes reprennent en main la statistique du Royaume: Édouard Smits, ancien secrétaire du Bureau de statistique hollandais, et surtout Adolphe Quetelet¹³. Par un arrêté du gouvernement provisoire du 23 janvier 1831, le ministre de l'Intérieur est chargé de la rédaction d'une statistique générale. Le Bureau de la statistique générale ne donne cependant pas pleine satisfaction parce qu'il se heurte au manque de centralisation des informations et de coordination entre les départements ministériels. C'est pourquoi, en 1840, le ministre de l'Intérieur dote l'État d'une Commission centrale de statistique dont il confie la présidence à Quetelet, inspirateur de cette institution. La Commission de statistique est instituée par l'arrêté royal du 16 mars 1841, tandis que l'arrêté royal du 6 avril 1843 établit, au chef-lieu de chacune des provinces, une commission provinciale de statistique¹⁴.

La première tâche assignée à la Commission centrale est de préparer les directives en vue d'un nouveau recensement général qui doit comporter trois volets: la population, l'agriculture et l'industrie, ce qui constitue, notons-le, une nouveauté en matière de recensement. Après le succès du recensement du 15 mars 1842, réalisé par la Ville de Bruxelles, en collaboration avec la Commission centrale¹⁵, et après la répétition générale que

¹² Cette initiative, qui s'inspire de l'ancien Bureau de Statistique installé à Paris le 22 novembre 1800, est un héritage du despotisme éclairé et de l'administration du Consulat et de l'Empire. A ce propos: DUPAQUIER J., HELIN Ét., «De l'arithmétique politique à la statistique», pp. 44-45; DUPAQUIER J. et M., *Histoire de la démographie*, pp. 253-254; HECHT J., *L'idée de dénombrement jusqu'à la révolution*, pp. 55-71; en ce qui concerne la statistique sous la République et l'Empire, lire: LEVY M., *La statistique démographique sous la révolution*, pp. 105-110; DUPAQUIER J., *Problèmes démographiques de la France napoléonienne*, pp. 339-358; BIRABEN J.-N., *La statistique de population sous le Consulat et l'Empire*, pp. 359-372; pour la Belgique, voir: VIRÉ L., *La statistique napoléonienne dans les neuf départements belges*, pp. 13-43; KEMPENEERS M., *Aux origines des statistiques liégeoises*, 1976.

¹³ QUETELET A., *Notice sur M.-Édouard Smits*, dans *B.C.C.S.*, t. 5, 1853, p. 538; HÉLIN Ét., *Adolphe Quetelet (1796-1874) et l'organisation des recensements belges*, pp. 136-153; WELLENS-DE DONDER L., *La correspondance d'Adolphe Quetelet*, pp. 49-66; EADEM, *Inventaire de la correspondance d'Adolphe Quetelet déposée à l'Académie royale de Belgique*, pp. 3-299; *Quetelet, 1796-1874. Mémorial Adolphe Quetelet*, n° 3, Bruxelles, 1974, n° 4, Bruxelles, 1977; JULIN A., *Hommage à Adolphe Quetelet*, pp. 3-40.

¹⁴ *Pasinomie*, 3e série, t. 11, 1841, pp. 46-47; t. 13, 1843, pp. 197-198; *B.C.C.S.*, t. 1, 1843, pp. 1-8.

¹⁵ Le modèle de registre de population testé à l'occasion de ce recensement a été immédiatement adopté dans d'autres communes du royaume. La commune de Sart (province de Liège) a ouvert en 1843 un registre de population semblable à celui de Bruxelles et présentant les rubriques suivantes: numéro de la maison, numéro

constituait le recensement de Molenbeek-Saint-Jean du 31 décembre 1845, le recensement général de la population est réalisé le 15 octobre 1846¹⁶.

Suivant une idée chère à Quetelet, ce recensement doit servir de base au registre de population qui permettra d'enregistrer de manière continue, jour après jour, le mouvement de la population dans chaque commune du royaume, de sorte qu'à la fin de chaque année il soit possible d'obtenir rapidement l'effectif exact des habitants¹⁷.

L'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1846*, qui ordonne la réalisation du recensement général, prescrit la tenue d'un registre de population, dans chaque commune du royaume, à partir du 1er janvier 1847, sur base des bulletins de ménage remplis le 15 octobre 1846.

du ménage; nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance de chaque membre du ménage; «variation et changement» dans la composition du ménage; «observations particulières et de Police» (A.É.L., *Communes, Sart* n° 28).

¹⁶ QUETELET A., *Sur le recensement de la population de Bruxelles en 1842*, dans B.C.C.S., t. 1, *Mémoires*, 1843, pp. 27-164; *Rapport sur l'essai du recensement général fait à Molenbeek-St-Jean*, dans B.C.C.S., t. 3, *Mémoires*, 1847, pp. 73-134. On trouvera un historique des recensements généraux de population dans le *Recensement général de la population, 31 décembre 1947*, t. 1, Bruxelles, 1954, pp. 7-44.

¹⁷ B.C.C.S., t. 1, 1843, *Actes officiels*, p. 22.

CHAPITRE II. PRINCIPES DIRECTEURS - 1847-1866

A. *Qu'est-ce qu'un registre de population ?*

Il s'agit d'un «répertoire de tous les habitants ayant leur résidence habituelle dans une commune, avec indication de leurs nom et prénoms, du lieu et de la date de leur naissance, de leur état civil, de leur domicile légal, de leur profession, fonction ou position, et de leur nationalité. Le registre contient également diverses colonnes destinées à la mention de la date de l'inscription et de la radiation des habitants, et éventuellement, de leur seconde résidence. Il fournit, en outre, certains renseignements sur la milice, la garde civique et le casier judiciaire. Enfin, on y trouve la nomenclature des demeures successives des habitants d'une commune, ainsi que la liste des ménages qui se sont succédé dans une maison»¹⁸.

*L'Instruction pour l'exécution du recensement général**, annexée à l'arrêté royal du 30 juin 1846*, prévoit qu'à partir du premier janvier 1847:

- 1) chaque commune du royaume devra tenir à jour un registre de population destiné à l'inscription nominative de tous les habitants et des variations qui surviennent dans la population, par suite des naissances, des décès et des changements de demeure ou de résidence;
- 2) l'unité d'enregistrement est le ménage auquel il est assigné un double folio;
- 3) doivent être inscrits tous les individus, majeurs ou mineurs, présents ou absents, qui ont leur habitation effective dans la commune. La première inscription aura lieu d'après les renseignements fournis par le recensement et les inscriptions postérieures au recensement n'auront lieu que sur la production d'un certificat délivré par l'administration du dernier domicile, ou, pour les étrangers, sur l'exhibition d'un passeport;
- 4) le registre, divisé en colonnes, fournira, pour chaque individu, les informations suivantes:

¹⁸ PIRON Th., *Des registres de population en Belgique. Manuel pratique*, 2e édit., Lierre, 1906, p. 8; IDEM, *Des registres de population en Belgique*, 5e édition revue, complétée et mise en rapport avec la législation et la jurisprudence par F. Poellaer, Bruges, 1957.

- numéro d'ordre à l'intérieur du ménage,
- nom et prénoms,
- profession,
- date de naissance ou âge,
- état civil,
- date d'entrée de la commune et mention de la dernière résidence,
- indication de la mention «domicile» ou «simple habitation»,
- date du décès ou de la sortie de la commune avec, dans ce cas, indication du lieu où l'individu va s'établir,
- changements qui surviennent dans l'état civil des individus et date à laquelle ces changements sont survenus,
- mentions dans la colonne *observation* des personnes absentes, notamment les militaires, les détenus, les apprentis, les enfants en nourrice, qui ont cependant leur domicile légal dans la commune;

5) le registre mentionnera toutes les mutations: nouveau-nés, individus entrés par changement de résidence, ceux qui quittent la commune et seront rayés du registre.

Les registres, comptant 200 folios sur double page, sont accompagnés d'un index alphabétique de tous les habitants et sont vérifiés par les commissaires d'arrondissement.

B. *La notion de «ménage»*

Suivant l'*Instruction* de 1846*, l'unité de recensement est le ménage sans que ce terme soit clairement défini. Une circulaire ministérielle du 8 septembre 1856 considère le ménage comme «la réunion de deux ou d'un plus grand nombre de personnes vivant en commun, y compris les domestiques qui habitent avec leurs maîtres»; les personnes vivant seules constituent aussi un ménage¹⁹. Les couvents, hospices, dépôts de mendicité, prisons, etc... forment des ménages collectifs. Jusqu'en 1866, le registre de population ne prévoit pas la mention obligatoire de la nature du lien entre les membres du ménage et le chef.

L'instruction annexée à l'arrêté ministériel du 23 août 1876 précise que le ménage est l'«ensemble des personnes qui, unies ou non par des liens de famille, demeurent habituellement dans la même maison et y ont une vie commune. Toutefois, la personne vivant seule, même dans une maison occupée par plusieurs ménages, doit être considérée

¹⁹ Instruction, articles 5 et 6 (*Pasinomie*, 3e série, t. 16, 1846, p. 391); la circulaire de 1858 est reprise dans le *Répertoire méthodique des instructions relatives à la tenue des registres de population*, Liège, 1861, p. 7.

comme formant un ménage distinct. Les serviteurs demeurant habituellement dans la maison et concourant aux travaux du ménage font partie du ménage»²⁰.

Il faut cependant attendre l'arrêté royal du 8 août 1900* relatif au recensement de la population pour obtenir une définition plus précise: «le ménage est une unité simple ou collective constituée soit par une personne vivant seule, soit par la réunion de deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de famille, résident habituellement dans une même habitation et y ont une vie commune. Ainsi les domestiques et les ouvriers qui habitent avec leur maître ou leur patron font partie du ménage; l'ensemble des membres d'une communauté religieuse réunis dans une même maison, constitue un ménage; de même l'ensemble des volontaires et remplaçants réunis dans une caserne; de même encore celui des vieillards incurables placés dans un hospice. Deux amis, deux associés vivant en commun peuvent également former un ménage. Enfin, la personne qui réside habituellement seule, ou qui, résidant habituellement dans une maison habitée par un ou plusieurs ménages, ne vit en commun avec aucun d'eux, constitue à elle seule un ménage» (art. 7). Quant au chef de ménage, il est défini comme «celui qui y est revêtu de la plus grande part d'autorité» (art. 8)²¹.

Cette définition, toujours en vigueur, figure dans l'article 68 des instructions concernant la tenue des registres de population annexées à la circulaire ministérielle du 19 mars 1981 relative au renouvellement des registres de population²².

C. *Raisons d'être des registres de population*²³

Dans l'esprit des initiateurs du registre de population de 1847, cet instrument d'administration avait pour but de faciliter l'identification des personnes. Le registre devait rencontrer de multiples objectifs.

Il s'agit d'abord de répondre à la nécessité d'uniformiser et de régulariser le mode d'inscription des changements de domicile, afin que les articles 102 à 111 du *Code civil*

²⁰ *Pasinomie*, 4e série, t. 11, 1876, p. 380.

²¹ L'article 8 précise en outre qu'il ne faut pas confondre ménage et famille: «les membres d'une même famille, alors même qu'ils résident habituellement dans la même maison, appartiennent à des *ménages distincts* s'ils n'y ont pas une vie commune. Au contraire, deux ou plusieurs familles distinctes et même plusieurs personnes entre lesquelles n'existe aucun lien de parenté, ne forment qu'un seul ménage si elles ont une vie commune» (*Pasinomie*, 4e série, t. 35, 1900, p. 391).

²² *Moniteur*, 2 avril 1981, p. 4035.

²³ PIRON Th., *Des registres de population*, pp. 19-23.

puissent être appliqués correctement. Selon le Code, le domicile, quant à l'exercice des droits civils, est au lieu où l'on a son principal établissement (art. 102). Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement (art. 103). Cette intention s'exprime par une déclaration faite tant à la commune du lieu que l'on quitte qu'à celle du lieu où l'on s'installe (art. 104)²⁴.

L'application de nombreuses dispositions législatives relatives à la résidence lors du mariage, à la police des passeports, à la levée de milice, au domicile de secours, dépend évidemment du bon enregistrement du domicile²⁵. Les registres permettent la révision des listes électorales. L'inscription sert donc de preuve du domicile électoral, c'est-à-dire le lieu de résidence habituel de l'électeur²⁶.

Les registres de population servent à déterminer le lieu où doit être opérée l'inscription des garçons appelés à participer à une levée de milice, à fixer la date de cette inscription et à former les listes de tirage au sort. Ils permettent aussi de dresser la liste des citoyens en âge de faire partie de la garde civique. Ils sont utilisés afin de fixer le domicile de secours, de dresser la liste des enfants de 6 à 14 ans qui ont droit à l'instruction primaire gratuite en vertu de la loi du 22 juillet 1897 et de l'arrêté royal du 31 juillet 1897.

Enfin, les registres sont un instrument indispensable en matière de police, de tenue des registres d'état civil, de statistiques du mouvement de la population.

D. *Inscription*

L'inscription dans le registre de population s'opère sur base de *la résidence habituelle*, comme le rappelle l'article 23 de l'instruction générale, annexée à l'arrêté royal du 30 juin 1846*. Toutefois, aucune loi ne définit rigoureusement ce qu'il faut entendre par *résidence habituelle*. De plus, à cette notion peu claire s'ajoutent la distinction entre *population de fait* et *population de droit*.

1) Résidence habituelle: le mot «résidence» recouvre deux réalités connexes:

- soit l'habitation réelle (par opposition au domicile),

²⁴ *Code civil*, Livre I, titre III, Du domicile (décrété le 23 ventôse an XI, promulgué le 3 germinal an XI), dans DELEBECQUE A., *Code Napoléon [...]*, pp. 30-31.

²⁵ B.C.C.S., t. 3, *Actes officiels*, 1847, pp. 150-151; *ibidem*, t. 7, *Procès-verbaux*, 1857, pp. 24-25.

²⁶ Lois électorales coordonnées par l'arrêté royal d'exécution de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1881, arrêté en date du 5 août 1881 (*Pandectes belges*, t. 32, 1889, p. 58).

- soit le lieu de séjour, le séjour étant une résidence passagère.

La résidence se matérialise par la présence physique dans un lieu déterminé²⁷.

2) Domicile: en vertu de l'article 102 du *Code civil*, le domicile est le lieu où l'on a son principal établissement. Le *domicile réel ou civil* est le lieu où l'individu a ses intérêts civils. En matière de mode de preuve du domicile, il est à noter qu'aucun texte de loi n'attribue aux mentions du registre de population, relatives au domicile, la force d'une preuve légale²⁸.

La notion de domicile couvre plusieurs dispositions:

- le *domicile civil*, dont il vient d'être question;
 - le *domicile légal*: la loi fixe, pour certaines catégories de personnes, une attribution de domicile, à savoir:

a) les fonctionnaires irrévocables et à vie ont leur domicile légal dans le lieu où ils exercent leurs fonctions;

b) le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère ou tuteur; le majeur interdit chez son curateur ou tuteur;

c) le domicile légal de la femme mariée est celui de son mari;

d) les personnes majeures qui sont en service et qui travaillent chez autrui ont le même domicile que leur maître si elles demeurent avec lui dans la même maison. Toutefois, les mineurs non émancipés conservent leur domicile légal chez leur père ou tuteur²⁹.

- le *domicile de secours*: en vertu de la loi du 25 vendémiaire an II, le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics³⁰. En vertu de l'article 5 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, l'indigent a son domicile de secours dans la commune où depuis sa majorité ou son émancipation, il

²⁷ *Pandectes belges*, t. 87, 1906, p. 495.

²⁸ *Pandectes belges*, t. 32, 1889, pp. 3-46.

²⁹ *Pandectes belges*, t. 32, 1889, pp. 25-33.

³⁰ *Pandectes belges*, t. 32, 1889, p. 58.

a habité en dernier lieu pendant trois années consécutives. Cette habitation est constatée par l'inscription au registre de population.

- le *domicile électoral*: en vertu des lois électorales coordonnées par l'arrêté royal d'exécution de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1881, arrêté en date du 5 août 1881, le domicile électoral est celui du «domicile réel dans la commune»³¹.

3) Population de droit et population de fait:

-la *population de droit* d'une commune se compose de tous les habitants, Belges et étrangers, qui y ont leur résidence habituelle, qu'ils soient présents ou momentanément absents;

- la *population de fait* comprend les personnes, Belges et étrangères, dont la présence est constatée dans la commune à un moment donné, qu'elles y résident ou qu'elles s'y trouvent momentanément sans y avoir leur résidence habituelle³².

Comme le rappelle la dépêche du ministre de l'Intérieur adressée le 30 septembre 1846 aux gouverneurs des provinces, il ne s'agit nullement de porter dans le registre de population d'une commune tous les individus recensés le 15 octobre 1846 (*population de fait*), mais seulement ceux qui y ont leur domicile ou une habitation effective (*population de droit*). Une colonne spéciale est prévue afin d'indiquer si la personne inscrite dans la commune y a son domicile ou une simple habitation. «Il est bien entendu que le fait accidentel de la présence d'un individu dans une localité ne constitue pas l'habitation et encore moins le domicile et ne donne par conséquent pas lieu à l'inscription dans le registre de la population»³³.

En résumé, figurent dans le registre de population:

- 1) les personnes domiciliées dans la commune et qui y résident habituellement;
- 2) celles qui sont domiciliées dans la commune sans y avoir leur résidence (et qui, pour ce motif, n'ont pas été recensées);

³¹ *Pandectes belges*, t. 32, 1889, p. 58.

³² *Pandectes belges*, t. 77, 1904, pp. 971-974; PIRON Th., *Des registres de population*, pp. 12-14.

³³ M.A.P.L., n° 895, 1846, p. 490; QUETELET A., HEUSCHLING X., *Rapport au Ministre de l'intérieur sur la tenue des registres de population*, dans B.C.C.S., t. 4, *Procès-verbaux*, 1851, pp. 215-216.

3) le domestique majeur d'âge demeurant avec son maître, qui doit être inscrit dans la commune du domicile de ce dernier. En revanche, le domestique mineur d'âge doit être inscrit, à titre de domicile, dans la commune où son père est domicilié, si cette commune est différente de celle de son maître, et il est inscrit, dans cette dernière, à titre de simple habitation.

4) les militaires non officiers sont inscrits au registre de leur domicile (et non dans le registre de la commune où ils sont en service). Par contre les officiers sont considérés comme ayant leur résidence habituelle au lieu où ils exercent leurs fonctions;

5) Les personnes enfermées à demeure dans les hospices, dépôts de mendicité, prisons, etc.

Ne doit pas être inscrit au registre de population la naissance d'un enfant dont la famille, étrangère à la commune, n'a pas d'article ouvert au registre³⁴.

E. *Changements de résidence*

L'instruction annexée à l'arrêté royal du 30 juin 1846* stipule seulement que «toute inscription postérieure au recensement général ne pourra avoir lieu que sur la production d'un certificat délivré par l'administration du dernier domicile, ou, pour les étrangers, sur l'exhibition d'un passeport en règle. [...] Le registre sera divisé en colonnes indiquant [...] la date d'entrée dans la commune, et la désignation de la dernière résidence, la date du décès ou de la sortie de la commune avec désignation, dans ce dernier cas, du lieu où l'habitant va s'établir».

Or, aucune loi n'oblige celui qui change de résidence à signaler son intention à l'administration et à se pourvoir d'un certificat destiné à l'administration de la commune où il désire s'installer. Un arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1854 déclare même illégale l'obligation imposée aux habitants de faire connaître leurs changements de résidence. C'est l'existence même des registres de population qui est compromise³⁵. C'est pourquoi, saisie de cette question, la *Commission centrale de statistique* a contribué à l'élaboration de la loi du 2 juin 1856* qui rend obligatoire, sous peine d'amende, la déclaration de changement de

³⁴ *Répertoire méthodique*, pp. 4-6.

³⁵ *B.C.C.S.*, t. 7, *Procès-verbaux*, 1857, pp. 6-7, 19, 24-59, 119-175.

résidence d'une commune dans une autre, tandis que l'article 18 de l'arrêté royal du 14 juillet 1856*, réglant l'exécution de la loi du 2 juin 1856, fixe les modalités de la procédure d'échange de certificats de changement de résidence et d'inscription entre les administrations communales concernées.

Quand une personne désire changer de résidence, elle doit remplir un «certificat de changement de résidence» (dit «Modèle 2») qui est authentifié par la signature du bourgmestre. Une fois arrivé dans sa nouvelle commune de résidence, elle doit se présenter dans les quinze jours à l'administration communale afin de faire établir un «certificat d'inscription» (dit «Modèle 3») destiné à être renvoyé à l'administration de la commune d'origine.

L'article 21 de l'arrêté royal du 14 juillet 1856* précise que tous les trois mois, le collège des bourgmestre et échevins fera dresser un état des habitants qui ont quitté la commune sans avoir notifié leur changement de résidence, afin que leurs noms soient rayés d'office du registre. En principe, la simultanéité de la radiation et de l'inscription est ainsi assurée. Toutefois, la modicité d'une amende rarement appliquée et la méconnaissance, de la part de la population, des mesures administratives à prendre en cas de changement de résidence expliquent le sous-enregistrement dont souffre le registre de population, particulièrement en ce qui concerne les sorties³⁶.

L'arrêté royal du 31 octobre 1866* résout deux problèmes qui arrivent fréquemment :

a) l'intéressé ne se présente pas à l'administration communale du lieu où il a déclaré vouloir s'établir, auquel cas un formulaire de non-enregistrement doit être envoyé à l'administration de la résidence précédente. La commune de destination est en effet informée par réception d'un avis (modèle n° 4) adressé par la commune d'origine;

b) la commune d'origine ne reçoit pas le modèle n° 3 d'inscription de la commune de destination; elle doit alors en réclamer l'envoi.

En outre, les administrations communales sont obligées de faire rechercher par leur police les personnes qui ont quitté la commune sans déclaration et celles qui résideraient dans la commune sans être inscrites au registre de population.

³⁶ De 1847 à 1850, on relève pour l'ensemble du royaume 32.865 entrées en plus sur les sorties, soit une augmentation factice équivalente de la population (*B.C.C.S.*, t. 5, *Mémoires*, 1853, pp. 343-344). En 1856, le ministre de l'Intérieur estime que le sous-enregistrement des sorties peut être évalué de 6.000 à 9.000 individus par an pour l'ensemble du royaume (*B.C.C.S.*, t. 7, *Actes officiels*, 1857, pp. 121-124). Souvent, les déclarations d'entrées n'interviennent qu'au moment où le chef de ménage se présente devant l'officier de l'état civil afin de déclarer une naissance ou un décès. Dans ce cas, la déclaration de sortie de la commune d'origine n'existe pas et il y a alors risque de double comptage (GUTMANN M.P., VAN DE WALLE Ét., *New sources for social and demographic history*, pp. 132-133).

F. *Registres auxiliaires et index alphabétique*

La grande mobilité des ouvriers et des domestiques, spécialement dans les villes et les bassins industriels, a rapidement provoqué une grande confusion dans les registres et les index alphabétiques. Certaines administrations communales ont alors pris l'initiative de tenir un registre particulier destiné à l'inscription de cette population «flottante». Ce n'est qu'après un séjour ininterrompu de trois mois dans la commune que les transcriptions sont opérées dans le registre principal³⁷. Cette pratique, qui s'est révélée efficace, a été entérinée par l'arrêté royal du 14 juillet 1856 réglant l'exécution de la loi du 2 juin 1856*.

L'article 27 de l'arrêté royal du 30 juin 1846* prévoit que le registre de population doit être accompagné d'un index alphabétique. Une circulaire ministérielle du 13 décembre 1848 impose, en outre, la tenue, dans chaque commune, d'un registre auxiliaire destiné à l'inscription des mort-nés et des enfants présentés sans vie qui ne doivent évidemment pas figurer dans le registre de population³⁸.

G. *Tenue des registres de population, conservation*

Cette tâche incombe au collège des bourgmestre et échevins qui doit organiser le service de la population et désigner un échevin responsable³⁹. Ce sont habituellement les employés communaux chargés de l'état civil qui gèrent les registres. Aucun retard n'est admis dans la mise à jour des registres, de sorte que ceux-ci reflètent théoriquement le mouvement de la population entre deux recensements. Chaque nouveau recensement est l'occasion d'ouvrir un nouveau registre et de procéder aux inévitables corrections⁴⁰. Contrairement aux registres d'état civil qui existent en double exemplaire, les registres de population sont uniques et doivent être conservés dans les archives de la maison communale. Un inventaire doit en

³⁷ B.C.C.S., t. 4, *Procès-verbaux*, 1851, pp. 225-227; *Exposé de la situation du royaume, période décennale de 1851 à 1860*, t. I, Bruxelles, 1865, pp. 160-161.

³⁸ Circulaire ministérielle du 13 décembre 1848; M.A.P.L., n° 1105, Circulaire du Gouverneur de la province de Liège du 22 décembre 1848; *Répertoire méthodique*, p. 12.

³⁹ PIRON Th., *Des registres de population en Belgique. Manuel pratique*, pp. 16-19.

⁴⁰ C'est généralement l'occasion de procéder à la radiation d'office des personnes qui ont quitté la commune avec dessein de se fixer ailleurs et sans donner avis de leur changement de résidence (*Répertoire méthodique*, pp. 10).

être dressé. Les administrations communales peuvent verser les anciens registres dont elles n'ont plus l'utilité courante aux Archives Générales du Royaume et aux Archives de l'État dans les provinces⁴¹.

H. Caractères juridiques

Les registres de population sont des actes authentiques et publics qui ont pour objet de constater les déclarations de changement de résidence et de prouver qu'ont été faites les déclarations de résidence qu'ils attestent. Toutefois, les énonciations relatives au mariage consignées dans les registres de population ne font pas preuve, de même que l'indication du domicile ne constitue pas une preuve ou une présomption légale de domicile. Aucune présomption de nationalité n'est attachée à l'inscription aux registres de population⁴².

⁴¹ COPPEJANS-DESMEDT H., *La législation et les archives communales*, pp. 167-170.

⁴² *Pandectes belges*, t. 85, 1906, pp. 586-594.

CHAPITRE III. LES FRUITS DE DIX ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Après une première tournée d'inspection en 1847, la Commission centrale de statistique n'a cessé de répertorier les défauts et les lacunes dans le fonctionnement des registres de population. L'épineux problème des changements de résidence a déjà été évoqué.

Le recensement du 31 décembre 1856 a permis de vérifier les registres de population de 1847-1856 et d'ouvrir une nouvelle série. Une fois de plus, Adolphe Quetelet et Xavier Heuschling ont mené, en 1858 et 1859, une tournée d'inspection. S'ils dénoncent la pernicieuse habitude de différer les inscriptions et débusquent un sous-enregistrement des changements de résidence, leur rapport s'achève toutefois sur un constat de réussite: les administrations communales ont pleinement pris conscience de l'utilité des registres⁴³.

En prolongement du recensement du 31 décembre 1866, l'arrêté royal du 31 octobre 1866* impose un nouveau modèle de registre, contenant notamment une série de colonnes réservées à l'inscription du domicile légal, de la seconde résidence, des habitations successives dans la commune. L'enregistrement des mutations reposant sur un échange de certificats entre communes concernées, en vertu de la loi de 1856*, est perfectionné. La personne qui veut transférer sa résidence, soit dans une autre commune, soit à l'étranger, doit faire la déclaration de son intention à l'administration communale du lieu où elle réside. Un «avis de changement de résidence» est établi et remis au déclarant qui doit le présenter, dans la quinzaine, à l'administration communale de sa nouvelle résidence, sous peine d'amende. De son côté, l'administration communale envoie, par la poste, un autre avis à celle de la nouvelle résidence. Dès que l'intéressé est inscrit, un certificat est renvoyé à l'administration communale de la dernière résidence. Si l'intéressé ne s'est pas fait inscrire dans les quinze jours, l'administration communale du lieu où il avait l'intention de résider adresse un avis de non-inscription à celle de la dernière résidence. Des recherches sont alors entreprises par la police des deux communes concernées afin de retrouver la trace du déclarant.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur, datée du 29 novembre 1866, ordonne également l'emploi d'un registre auxiliaire destiné aux déclarations de sortie, qui permet de constater immédiatement, sans feuilleter le registre principal, les déclarations dont l'administration communale de la nouvelle résidence n'a pas accusé réception⁴⁴.

La circulaire ministérielle du 27 décembre 1866* décrit dans le plus grand détail la tenue des registres de population. Elle fournit en outre des éclaircissements concernant l'inscription des ménages: «au-dessous du nom de chaque membre de la famille on indique sa parenté avec le chef de ménage, non par degré, suivant les règles du droit civil ou du droit

⁴³ B.C.C.S., t. 8, *rapports*, 1860, pp. 75-79.

⁴⁴ M.A.P.L., 1866, n°2470, pp. 858-864; B.C.C.S., t. 11, *Actes officiels*, 1869, pp. 235-245.

canon, mais en employant les termes usuels de fils, petit-fils, aïeul ou grand-père, oncle, neveu, cousin, gendre ou beau-fils, etc.» Enfin, des précisions sont données à propos de l'enregistrement des professions ou conditions⁴⁵.

A partir de 1866, le fonctionnement des registres de population est parfaitement rodé. Aux tâtonnements des premières années succède la routine administrative. Lors des recensements suivants (1876*, 1880* et 1890*), aucune modification importante n'intervient. On continue à se baser sur les instructions fournies lors des recensements de 1856 et de 1866 et à utiliser le modèle de registre de 1866.

A la suite du recensement du 31 décembre 1900, un nouveau modèle est imposé aux communes par arrêté royal du 15 novembre 1900* afin de faciliter l'enregistrement des mutations, spécialement des changements de résidence. Le nouveau modèle comporte des colonnes additionnelles destinées aux éventuelles mentions relatives à la nationalité, la garde civique et le casier judiciaire⁴⁶; en outre, des colonnes spéciales sont réservées, hors cadre pour l'inscription des mutations intérieures et des habitants successifs d'une même maison. La procédure d'enregistrement des changements de résidence est encore perfectionnée.

De plus, par circulaire du 25 novembre 1900* adressée aux gouverneurs de provinces, le ministre insiste sur les modifications apportées par rapport à l'arrêté royal du 31 octobre 1866 à propos de l'inscription des personnes qui ont deux ou plusieurs résidences. Enfin, l'arrêté royal du 30 décembre 1900* précise qu'il faut radier d'office toute personne ayant quitté la commune avec dessein de se fixer ailleurs sans en avoir donné avis, mais la radiation s'effectue alors uniquement si la nouvelle résidence n'a pu être découverte. Les administrations doivent inscrire d'office les personnes résidant sur leur territoire sans avoir déclaré leur changement de résidence, à condition que ces personnes n'aient jamais été inscrites dans une autre commune belge ou si elles refusent de déclarer la commune de leur dernière résidence.

L'arrêté royal du 30 décembre 1900* prévoit aussi l'emploi d'un registre auxiliaire des entrées et des sorties est également généralisé, ainsi qu'un index sur fiches.

A partir de 1900, chaque nouveau recensement a été l'occasion de modifier le modèle de registre entré en application le 1er janvier 1901. Ainsi, de nouveaux modèles sont introduits par arrêté royal du 26 juillet 1920*, par arrêté royal du 13 juin 1930*, par arrêté du Régent du 17 novembre 1947*.

Le modèle de registre de population imposé par la circulaire ministérielle du 30 avril 1960* est toujours en vigueur. Il est repris par l'arrêté royal du 18 mars 1981* et l'instruction ministérielle du 19 mars*.

⁴⁵ M.A.P.L., 1867, n°2484, pp. 97-123.

⁴⁶ Précédemment ces informations figuraient dans la colonne «Observation».

L'exemple des registres de population belges a fait l'admiration des pays européens représentés au sein de l'Institut international de statistique fondé en 1885. Lors de son congrès de Berne en 1895, cet Institut ordonna même une enquête en vue de généraliser la pratique des registres de population. Nommé rapporteur, le Belge Edmond Nicolaï est chargé de synthétiser les résultats d'une «enquête mondiale», lancée en septembre 1903. Il ressort du rapport de Nicolaï qu'en 1905 l'usage du registre de population était facultatif dans sept pays: l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France, le Grand-Duché de Luxembourg, la Norvège et la Suède. Le caractère facultatif provoque évidemment une absence d'uniformisation, chaque ville, ou presque, ayant son propre système d'enregistrement des mouvements migratoires. Seuls trois pays ont rendu obligatoire la tenue de registres de population: la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas⁴⁷.

⁴⁷ NICOLAÏ Ed., *Rapport sur les registres de population*, dans *International Statistical Institute, 10th session, London, 31st July to 4th August 1905*, in-8°, Londres, 1905, 40 p.; *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. 15, 1905-1906, pp. 314-351.

CHAPITRE IV. CRITIQUE DES REGISTRES DE POPULATION

A. *Registres de population et recensements*

Registres de population et recensements se complètent, s'épaulent, sans pour autant qu'on les confonde:

- 1) d'une part, les résultats des recensements périodiques servent à corriger les informations contenues dans les registres de population;
- 2) d'autre part, les registres de population facilitent l'élaboration des recensements et leur vérification⁴⁸.

Toutefois, comme l'ont prouvé les enquêtes opérées par Quetelet et par Nicolai, notamment, une divergence apparaît toujours entre l'effectif de la population de droit calculé à partir des registres et l'effectif obtenu par le recensement. Les registres de population surévaluent la population dans une proportion allant de 1-2% et pouvant atteindre 10-15% dans les grandes villes. La raison en est simple: au cours de la période intercensitaire, des habitants ont quitté la commune sans en informer l'administration qui a, pour sa part, omis de procéder à des enquêtes régulières afin de procéder à des radiations d'office.

Afin de rétablir le mouvement de la population, il convient dès lors de comparer entre elles les séries successives de registres pour une même commune. C'est en procédant de la sorte que les historiens-démographes parviennent à reconstituer le cycle de vie individuel ou même d'un ménage⁴⁹. Cette méthode permet de mettre en évidence les imperfections dans l'enregistrement des variables relatives à un même individu: variations orthographiques des noms et prénoms, changements de prénoms ou d'ordre de succession des prénoms, divergences en matière d'âge déclaré ou de date de naissance, en matière de lieu de naissance...

⁴⁸ Ed. NICOLAI, *Rapport sur les registres de population*, p. 10.

⁴⁹ LEBOUTTE R., *Reconstitution des familles et dynamique des ménages*, pp. 89-112.

B. *Premières inscriptions et mise à jour*

Dans un registre de population, il faut distinguer deux étapes d'enregistrement:

- 1) les premières inscriptions, c'est-à-dire les données fournies par le recensement;
- 2) les inscriptions ultérieures qui concernent tous les changements qui ont affecté la population recensée au cours de la période intercensitaire.

La distinction peut être nettement marquée dans le registre par un trait continu, mais ce n'est pas toujours le cas et l'on doit alors se baser sur les mentions de dates et les différentes écritures (les premières inscriptions sont d'une écriture uniforme, tandis que les inscriptions ultérieures offrent une grande variété d'écritures).

Il convient aussi de vérifier si le registre de population a bien été tenu à jour ou si, au contraire, les inscriptions n'étaient faites qu'à intervalles plus ou moins longs. Pour ce faire, on analysera les dates d'entrée et de sortie. On constate souvent un nombre anormalement élevé d'entrées les jours qui précèdent un nouveau recensement, ainsi que de nombreuses radiations d'office. De même, après un recensement, on découvre parfois l'indication «non recensé» à côté d'un nom dans la série de registres en usage avant le recensement, preuve que l'enregistrement des sorties ne fut pas correctement réalisé⁵⁰.

C. *Registres de population et registres d'état civil*

La confrontation des séries de registres de population entre eux est nécessaire, mais pas suffisante. Afin de réduire les risques d'erreurs, les informations recueillies dans les registres de population doivent être vérifiées à l'aide des registres d'état civil.

A titre d'exemple, nous avons évalué le pourcentage de dates de naissance incorrectes dans les registres de population de deux communes rurales de la province de Liège (Hermalle-sous-Argenteau et Oupeye) entre 1847 et 1900 en confrontant systématiquement chaque date avec l'acte de naissance à l'état civil. Dans l'ensemble, 5% des dates de naissance des registres de population sont erronées. Toutefois, ces erreurs sont généralement sans conséquence pour l'établissement de la distribution par âges de la population car 80% d'entre

⁵⁰ GUTMANN M., VAN DE WALLE ÉT., *New sources for social and demographic history*, p. 133.

elles sont inférieures à deux ans.

Le couplage registres de population - état civil facilite grandement la reconstitution de la descendance des couples et est indispensable pour l'étude de la structure et de la dynamique des ménages aux XIXe-XXe siècles⁵¹. Cette méthode fait apparaître toute une série de problèmes de critique interne non décelables par simple examen des registres de population. Passons en revue les principaux problèmes.

1. Imprécisions dans la mention des noms

Le nom de famille doit être répété en toutes lettres pour chaque personne. En réalité, c'est rarement le cas: les noms semblables sont remplacés par la mention «id», qui est souvent employée à tort et à travers.

En revanche, l'identification des femmes mariées et des veuves est généralement complète puisque le registre de population fournit leur nom de jeune fille, auquel est joint celui du mari.

Les inscriptions doivent se faire à la suite l'une de l'autre, sans blanc ni lacune et les nouveau-nés et les personnes entrées par changement de résidence sont portées à la suite du dernier inscrit⁵². En fait, quantité de noms figurent souvent en bas de page dans les registres sans que l'on sache quel est le lien entre ces personnes et le chef de ménage.

2. Âge et date de naissance

La plupart des registres de population de 1847-1856 fournissent l'âge et non la date de naissance, source de confusion et d'erreurs rapidement dénoncée par Quetelet. A partir de 1857, la date de naissance remplace l'âge⁵³.

3. Omission de l'état civil

Dans le cas des célibataires, la mention est souvent omise, ce qui est une source d'erreurs. De même, lorsqu'un conjoint meurt, le changement affectant l'état matrimonial du survivant demeure implicite.

⁵¹ LEBOUTTE R., *Reconstitution des familles et dynamique des ménages*.

⁵² *Répertoire méthodique*, p. 8.

⁵³ B.C.C.S., t. 4, *procès-verbaux*, 1851, pp. 219-220.

Quand une personne se marie en dehors de la commune, puis s'y installe avec son conjoint, la mention de la date du mariage fait généralement défaut, l'officier communal se contentant simplement de changer l'état matrimonial. Dans les communes qui ont conservé les registres aux publications des bans de mariage, il est possible de vérifier et de compléter les registres de population⁵⁴.

4. Imprécisions dans la mention des liens de parenté

Avant l'adoption du nouveau modèle de registre de population en 1901, la nature du lien entre le chef de ménage et les divers membres n'est pas systématiquement mentionnée de sorte qu'il est parfois très difficile, voire impossible, d'établir la position d'un individu par rapport au chef.

L'exemple suivant illustre le manque de clarté des registres de population. Le ménage Rouma-Pliers, inscrit au registre de population d'Oupeye de 1847⁵⁵, est formé des individus suivants:

1. Rouma Mathieu Joseph, houiilleur, Trembleur 24-1-1789, marié [décédé le 13-8-1847].
 2. Pliers Catherine Josèphe, ménagère, Trembleur 24-11-1811, épouse.
 3. Rouma Jacques Joseph, Houilleur, Oupeye 26-4-1828, célibataire.
 4. Id Léonard, houiilleur, Oupeye 9-6-1831, célib.
 5. Id Marie Catherine, Oupeye 20-1-1841, célib.
 6. Id Mathieu Joseph, Oupeye 19-5-1842, célib.
 7. Id Marie Marguerite, Oupeye 3-11-1844, célib. [décédé le 1-1-1847].
-
8. Id Marie Jeanne, Oupeye 16-1-1826, célib.
 9. Pliers Louis Joseph, Oupeye 22-5-1835, célib., enfant naturel.
 10. Pliers Marguerite, Oupeye, 21-2-1851, célib., enfant naturelle.
 11. Pliers Martin Joseph, Oupeye 23-6-1854, célib., enfant naturel.

Le registre a été établi sur base du recensement effectué le 15 octobre 1846 et on a eu soin d'inscrire Marie Marguerite, née en 1844 et morte le jour même de l'ouverture du registre. Le chef de ménage meurt dans le courant du mois d'août: on suppose que sa femme devient alors chef de ménage.

A partir du premier janvier 1847, les changements sont régulièrement enregistrés mais non sans quelques imprécisions. Pour faciliter la lecture, nous avons séparé par une double ligne les nouveaux membres du ménage de ceux présents le jour du recensement. Les

⁵⁴ GUTMANN M., VAN DE WALLE Ét., *New sources for social and demographic history*, p. 131.

⁵⁵ A.É.L., *Communes*, 1847-1856, n°174.

individus 8 et 9 apparaissent sans mention de date; en fait, on en déduit qu'ils sont inscrits après l'ouverture du registre par le changement d'écriture. Très souvent d'ailleurs, seule une écriture différente (autre main, encre plus ou moins claire) permet de déceler l'entrée dans le ménage **après** le recensement.

D'autres problèmes surgissent à propos de ce ménage. Aucun lien de parenté n'est donné pour les individus 3 à 11 (les enfants 3 à 7 pourraient être issus du couple Rouma-Pliers). En réalité, l'état civil nous apprend que Louis Joseph Pliers (n° 9) est un enfant naturel de Catherine Joseph Pliers (n° 2). Jacques Joseph (n° 3), Léonard (n° 4) et Marie Jeanne (n° 8) sont les enfants du premier lit du chef de ménage. Celui-ci s'est remarié en 1838 avec Catherine Pliers (n° 2) qui avait alors un enfant naturel (n° 9). De ce remariage vont naître les enfants 5 à 7. Quant aux enfants 10 et 11, ils sont des enfants naturels de la veuve Catherine Pliers (n° 2).

Comme on le voit, le recours à l'état civil est indispensable afin d'identifier correctement les individus repris au registre de population.

5. Changements à la tête du ménage

Comme le montre l'exemple précédent, le changement de chef de ménage, par suite de décès ou de migration, n'est jamais clairement mentionné. Ce n'est qu'à l'ouverture d'un nouveau registre qu'il est possible de le déceler.

6. Mentions de profession

Dès 1847, le registre de population donne la profession ou la condition des habitants. Trois obstacles s'opposent néanmoins à un enregistrement correct et régulier des professions. D'abord, l'officier chargé de la tenue des registres ne dispose d'aucune instruction précise avant 1866 (instruction ministérielle annexée à l'arrêté royal du 30 octobre 1866*)⁵⁶. Ensuite, la mention de la profession ou de la condition des différents membres du ménage était faite sur base de la déclaration plus ou moins claire du chef de ménage. Enfin, la profession exercée par les personnes recensées ne constituait pas, au siècle dernier, un objectif prioritaire.

Indépendamment de l'absence ou de l'imprécision dans la mention de certains états ou professions, les registres de population ne donnent jamais les changements de profession durant la période intercensitaire. En fait, ces changements ne sont perceptibles qu'à l'occasion

⁵⁶ La seule instruction concerne le cumul d'activités qui prévoit que l'agent recenseur ne doit transcrire que la profession principale, c'est-à-dire celle qui est soumise à l'imposition de la patente la plus élevée (*B.C.C.S.*, t. 3, *Mémoires*, 1847, pp. 68-69).

d'une déclaration à l'état civil⁵⁷ ou par comparaison avec d'autres sources. L'entrée dans la vie active d'enfants n'est guère mieux mentionnée⁵⁸. De plus, il ne faut jamais perdre de vue que les recensements -et donc l'ouverture des registres de population- ont lieu l'hiver: les individus recensés déclarent donc leur profession du moment, alors que souvent ils exercent une autre profession en été.

Les registres de population fournissent rarement les activités secondaires («double profession»), exception faite des registres de population de 1867-1880 qui les mentionnent.

S'il est clair que les mentions de profession demeurent l'un des points faibles du registre de population, elles dépendent grandement de la compétence de l'officier chargé de la tenue des registres de sorte que la qualité de l'enregistrement varie considérablement d'une commune à l'autre, d'une période à l'autre.

D. *Registres de population et migrations*

C'est en matière de mouvements migratoires que les registres présentent à la fois le plus grand intérêt et les plus grandes faiblesses. C'est en définitivement dans le but de suivre les individus dans leurs mutations que les registres de population ont été établis puisque d'autres sources existaient déjà en matière de mouvement naturel (registres d'état civil) et de structure (recensements). Avec les registres des entrées et des sorties, qui sont en quelque sorte un complément aux registres de population, ces derniers sont la seule source qui permette d'appréhender les mouvements migratoires individu par individu.

De nouveau, chaque registre de population constitue un cas d'espèce, de sorte que la qualité de l'enregistrement doit être testée en comparant, pour une même commune, les registres entre eux (un individu présent dans le registre A et absent dans le registre B a-t-il fait l'objet d'une déclaration de sortie ?). Idéalement, il conviendrait aussi de comparer les registres de population de commune à commune afin de s'assurer que l'échange d'informations à propos des migrants s'est effectué correctement.

La correspondance contenue dans les registres eux-mêmes ou dans les archives communales offre évidemment un précieux complément d'informations.

⁵⁷ Actes de naissance et de décès; actes de mariage, surtout, qui sont particulièrement précieux compte tenu des informations qu'ils fournissent à propos des contractants, de leurs ascendants et des témoins.

⁵⁸ GUBIN É., VAN NECK A., *La répartition professionnelle de la population belge en 1846*, pp. 274-275.

Durant tout le XIX^e siècle, la réglementation concernant les étrangers repose sur la loi de 1835 qui restera en vigueur jusque dans les années 1930. L'inscription des personnes étrangères aux registres de population est subordonnée à la présentation d'un passeport en règle et à l'autorisation du Ministre de la Justice. A partir de 1933, ces personnes sont inscrites au préalable dans un registre spécial, le «registre des étrangers» (Arrêté royal du 14 août 1933* instaurant un registre spécial aux étrangers). L'arrêté royal du 31 mars 1936 constitue la disposition légale qui va régir le statut des étrangers jusqu'à la fin des années 1970 et sur laquelle repose la politique d'immigration de l'après-guerre.

L'inscription au registre des étrangers, dont l'administration relève de la Police des Etrangers, est obligatoire pour les étrangers, entrés régulièrement dans le pays, séjournant en Belgique durant plus d'une semaine. Les étrangers qui ont l'intention de séjourner plus de trois mois doivent être porteurs d'un passeport et doivent recevoir un «permis de séjour». Si le séjour régulier se prolonge au-delà de six mois, l'étranger doit solliciter son inscription au registre de population auprès du Ministère de la Justice et, s'il en obtient l'autorisation, il doit aussi se faire délivrer une carte d'identité d'étranger, renouvelable de deux ans en deux ans (Arrêté royal du 14 août 1933, modifié par l'arrêté royal du 15 février 1935).

En ce qui concerne les étrangers entrés irrégulièrement, c'est-à-dire sans pièces d'identité requises, à l'exception des réfugiés, doivent se faire inscrire au registre des étrangers de la commune de leur résidence. L'administration communale en avise la Police des Etrangers et leur délivre un «Ordre de quitter le pays». Le réfugié politique doit dans les huit jours de son entrée dans le pays se faire inscrire au registre des étrangers de l'administration communale du lieu de sa résidence. Cette administration lui délivre une attestation d'immatriculation, qui couvre son séjour jusqu'au moment où l'Administration de la Police des Etrangers aura statué sur sa demande de permis de séjour. S'il est reconnu comme réfugié, il reçoit un certificat d'inscription au registre des étrangers, à condition qu'il soit arrivé directement du territoire où sa vie ou sa liberté était menacée.

En vertu de l'arrêté royal du 31 mars 1936, aucun employeur belge ou étranger, demeurant en Belgique ou à l'étranger, ne peut occuper en Belgique, même à titre gratuit, un étranger sans en avoir obtenu l'autorisation du Ministère du Travail. D'autre part, tout travailleur étranger doit être muni d'un «permis de travail» dont la demande d'octroi est faite par l'employeur au Ministère du Travail. Permis de travail et permis de séjour sont accordés pour une période de trois à cinq ans. En ce domaine, la loi du 28 mars 1952 accorde un pouvoir illimité au Ministre de la Justice. En décembre 1980, une nouvelle loi va réformer la législation en matière d'immigration⁵⁹.

⁵⁹ PIRON Th., *Des registres de population en Belgique*, 5^e édition revue, 1957, pp. 239-260; MALPAS N., «Les migrations de main-d'oeuvre: approche comparative des politiques migratoires en Belgique et au Canada, 1901-1972», dans LANDRY Y., DICKINSON J.A., PASLEAU S., DESAMA C. (éditeurs), *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec, XVII^e-XX^e siècles*, Louvain-la-Neuve, 1995, pp. 275-283; MARTENS A., *Les immigrés. Flux et reflux d'une main-d'oeuvre d'appoint. La politique belge de l'immigration de 1945 à 1970*, Louvain, 1976.

E. *Registres de population et autres sources*

Il a été question jusqu'à présent du couplage des séries successives de registres de population, de ces derniers avec l'état civil et avec les registres d'entrées et de sorties. Avant l'entrée en application du nouveau modèle de registre de population en 1901, aucun système de liaison n'était prévu entre le registre de population et d'autres sources; toutefois, la colonne «observation» était régulièrement utilisée à cette fin. A partir de 1901, la colonne «observation» prévoit explicitement un renvoi au numéro du registre de milice et au folio du casier judiciaire. A partir de cette époque, les actes d'état civil comportent un numéro de renvoi au registre de population.

D'autres sources se prêtent au couplage: cadastre (y compris l'*Atlas cadastral parcellaire* de P.-C. Popp), patentes et rôles d'impôts, listes électorales, registres de milice, registres d'inscriptions de délivrance de livrets d'ouvrier et de domestique et livrets eux-mêmes s'ils sont conservés, registres aux étrangers, listes d'indigents, listes d'enfants admis à l'instruction primaire gratuite, et enfin la correspondance administrative.

CHAPITRE V. LE REGISTRE NATIONAL

A. Instauration du Registre national

A la fin des années 1960, le développement de l'informatique a permis à un nombre sans cesse croissant de communes de gérer leurs registres de population par ordinateur. Dès 1968, un grand nombre d'entre elles se sont affiliées au **Registre National**, qui n'était, à l'époque, qu'un instrument expérimental. Il rencontra cependant un succès tel que le Conseil des ministres prit la décision, en 1974, d'élaborer un projet de loi qui devait se prolonger par un autre projet général sur la protection de la vie privée⁶⁰.

Le Registre national, officialisé par la loi du 8 août 1983*, «est un système de traitement d'informations qui assure [...] l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives à l'identification des personnes physiques». Il tient compte des principes fondamentaux en matière de protection de la vie privée, établis par la Convention du Conseil de l'Europe⁶¹.

Sont inscrits au Registre national les personnes figurant aux registres de population en vertu de la loi du 2 juin 1856*, c'est-à-dire celles qui ont fixé leur résidence en Belgique, ou aux registres des étrangers tenus dans les communes depuis 1933*, ainsi que celles inscrites aux registres tenus dans les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger.

Chaque individu reçoit, lors de la première inscription, un numéro d'identification formé de onze chiffres⁶², qui assure un accès aisé à l'information et une circulation accélérée de celle-ci. Pour chaque personne, les informations suivantes sont enregistrées et conservées par le Registre national:

- 1° les nom et prénoms,
- 2° le lieu et la date de naissance,

⁶⁰ A propos du Registre national, lire BARTHELEMY J., *Le Registre national*, dans *Le Mouvement communal*, 1986, n°11, pp. 406-410; 1986, n°12, pp. 465-470; 1987, n°1, pp. 19-23; 1987, n°2, pp. 64-66; 1987, n°3, pp. 120-122; 1987, n°4, pp. 179-182; 1987, n°5, pp. 230-233.

⁶¹ Ces principes sont énoncés par BARTHELEMY J., *op. cit.*, 1986, n°12, p. 465: principe de finalité, énumération limitative des informations, droit d'accès et de rectification, **effacement des données périmées**, existence d'un organe de contrôle, règles de diffusion des informations, obligation de discrétion pour le personnel travaillant avec le Registre national, prise de mesures d'inviolabilité du système.

⁶² Arrêté royal du 3 avril 1984, relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques (*Moniteur*, 21 avril 1984, pp. 5252-5253).

- 3° le sexe,
- 4° la nationalité,
- 5° la résidence principale,
- 6° le lieu et la date du décès,
- 7° la profession,
- 8° l'état civil,
- 9° la composition du ménage.

Les informations sont conservées pendant trente ans à compter du jour du décès de la personne à laquelle elles sont relatives. L'effacement des données périmées a été décidé afin de rencontrer l'un des principes de la Convention du Conseil de l'Europe. Toutefois, comme le souligne J. Barthélémy, «cet effacement des informations ainsi périmées peut poser problème pour l'utilisation des informations par les Archives générales du Royaume ainsi que pour la gestion de certains fichiers, par exemple ceux de l'administration de l'Enregistrement du Ministère des Finances tenue de conserver des dossiers de personnes décédées depuis longtemps, particulièrement dans des cas d'indivision»⁶³.

Les autorités communales chargées de la tenue des registres de population sont responsables de la conformité des informations transmises aux actes et documents qu'elles détiennent.

Ont accès au Registre national les autorités publiques, les organismes d'intérêt public, les notaires et huissiers de justice, ainsi que des organismes de droit privé remplissant une mission d'intérêt général⁶⁴.

Toute personne inscrite au Registre national a le droit:

- 1° d'obtenir communication des informations qui la concernent et qui sont enregistrées dans le Registre national;
- 2° d'obtenir la rectification des informations qui seraient erronées.

⁶³ A cela s'ajoute un problème technique: «la structure même du n° du Registre national, basée sur la date de naissance, implique la réutilisation de mêmes numéros après un siècle» (BARTHELEMY J., *op. cit.*, 1986, n°12, p. 467).

⁶⁴ Pour plus de détails, voir BARTHELEMY J., *op. cit.*, 1987, n°1, pp. 21-23.

Les autorités communales transmettent d'office au Registre national les informations et demeurent responsables de la conformité de celles-ci.

B. Extensions du Registre national

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1983, le Registre national est au centre d'un vaste réseau de circulation d'informations⁶⁵.

1. La tenue des registres de population

Les fiches délivrées par le Registre national ont été admises comme fiches de population. On s'achemine dans les toutes prochaines années vers la transformation des registres de population qui seront (et sont déjà largement) informatisés et en relation avec le Registre national.

2. Gestion de la population étrangère

3. Application de diverses lois

Le Registre national sert déjà à la délivrance des nouvelles cartes d'identité prévues par l'arrêté royal du 29 juillet 1985 et des cartes de sécurité sociale prévues par la loi du 25 janvier 1985. Il intervient dans l'application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, dans l'informatisation des opérations de milice et dans le contrôle de l'obligation scolaire.

4. L'Institut National de Statistique

Le Registre national collabore étroitement avec l'I.N.S. pour l'élaboration des statistiques de population et pour la préparation des recensements.

⁶⁵ Ce qui suit est extrait de: BARTHELEMY J., *op. cit.*, 1987, n°5, pp. 230-232.

L'avenir nous dira si le Registre national, prolongement informatisé des registres de population, répondra au vœu exprimé en 1905 par Edmond Nicolaï: que la tenue des registres de population soit assez régulière pour ne plus imposer la nécessité des recensements généraux ou tout au moins pour permettre de les espacer davantage⁶⁶.

⁶⁶ NICOLAÏ Ed., *Rapport sur les registres de population*, p. 10.

CHAPITRE VI. CONSERVATION ET CONSULTATION

A. Conservation

La tenue et la conservation des registres de population incombent à l'administration communale, donc dans les attributions du collège des bourgmestre et échevins, le conseil communal étant autorisé à prendre des règlements en vue d'assurer l'exécution des lois en la matière. Habituellement, c'est l'officier de l'état civil qui est aussi chargé de la tenue des registres de population. Ces derniers doivent être conservés dans les archives communales, sous la responsabilité du collège échevinal⁶⁷.

Documents uniques, les registres de population anciens sont fragiles de sorte que, au bout de quelques dizaines de manipulations malhabiles, les registres se disloquent. Quant aux index alphabétiques, qui sont la clé d'accès aux registres, ils sont généralement en très piteux état. L'idéal semble être le microfilmage.

Plus grave est le problème de la conservation des fichiers informatisés qu'il s'agisse de ceux générés par les communes elles-mêmes ou des fichiers du Registre national. Outre l'aspect juridique, se pose évidemment un problème technique, celui du support de conservation⁶⁸.

B. Consultation

Le collège des bourgmestre et échevins, ainsi que les membres du conseil communal, ont accès aux registres de population. Les habitants de la commune n'ont pas le droit de consulter les registres de population⁶⁹.

Cependant, dans la pratique, un particulier peut demander autorisation de consulter les registres en adressant une requête au collège des bourgmestre et échevins. La règle du délai de cent ans semble jouer en ce domaine.

Suivant les instructions d'avril 1981* relatives à la consultation des registres de population:

⁶⁷ *Pandectes belges*, t. 85, 1906, pp. 595-596.

⁶⁸ *Vade-mecum EUROSTAT. Guide de l'Office statistique des Communautés européennes*, Luxembourg, 1989.

⁶⁹ *Pandectes belges*, t. 85, 1906, pp. 589-590.

- a) les agents du fisc,
- b) le personnel d'inspection de l'Institut national de statistique,
- c) le directeur et les agents du Service «Radio-Télévision Redevances» dans le but d'assurer l'établissement ou la perception des redevances radio et télévision pour le compte de l'État,
- d) les agents de la Sûreté publique,
- e) les administrations communales sont tenues de satisfaire aux demandes de renseignements contenus dans les registres de population lorsqu'elles émanent d'avocats ou d'huissiers de justice justifiant de leur qualité. Lorsque ces derniers instrumentent dans une procédure civile ou commerciale, une taxe qui ne peut dépasser le taux maximum prévu pour la commune en question peut être exigée après décision du conseil communal.

Les autorités communales apprécient librement la suite à donner aux autres demandes de l'espèce émanant de particuliers ou de sociétés privées.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si les registres de population sont consultables par le public. Dans la pratique, un particulier peut demander autorisation de consulter les registres en adressant une requête au collège des bourgmestre et échevins. La règle du délai de cent ans semble jouer en ce domaine.

En conclusion, nous devons être conscient que le registre de population constitue une source exceptionnelle, que beaucoup de pays nous envient. Aussi, convient-il de redéfinir les conditions de consultation en veillant, bien sûr, à la protection de la vie privée et à la bonne conservation des registres.

ANNEXE

RÈGLEMENTATION RELATIVE AUX REGISTRES DE POPULATION

1791 Décret des 19-22 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle

(*Pasinomie*, 1ère série, t. 3, 1834, pp. 114-115)

Titre I - Police municipale. Dispositions générales d'ordre public

Art. 1er. Dans les villes et les campagnes, les corps municipaux feront constater l'état des habitants, soit par des officiers municipaux, soit par des commissaires de police, s'il y en a, soit par des citoyens commis à cet effet. Chaque année, dans le courant des mois de novembre et décembre, cet état sera vérifié de nouveau, et on fera y les changements nécessaires: l'état des habitants de campagne sera recensé au chef-lieu du canton, par des commissaires que nommeront les officiers municipaux de chaque communauté particulière.

Art. 2. Le registre contiendra mention des déclarations que chacun aura faites de ses noms, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession, métier ou autre moyen de subsistance. Le déclarant qui n'aurait à indiquer aucun moyen de subsistance désignera les citoyens domiciliés dans la municipalité dont il sera connu, et qui pourront rendre bon témoignage de sa conduite.

Art. 3. Ceux qui, étant en état de travailler, n'auront ni moyens de subsistance, ni métier, ni répondans, seront inscrits avec la note de *gens sans aveu*. Ceux qui refuseront toute déclaration seront inscrits, sous leur signalement et demeure, avec la note de *gens suspects*. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait de fausses déclarations seront inscrits avec la note de *gens mal intentionnés*. Il sera donné communication de ces registres aux officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale, dans le cours de leurs tournées.

Art. 5. Les aubergistes, maîtres d'hôtels, garnis et logeurs doivent tenir un registre des voyageurs qui seront présentés aux officiers municipaux et de police tous les quinze jours.

- 1795** Décret du 10 vendémiaire IV (2 octobre 1795) sur la police intérieure des communes

(*Pasinomie*, 1ère série, t. 7, pp. XXII & 79-83)

Titre II. Moyens d'assurer la police intérieure de chaque commune

Art. 1er. Il sera fait et dressé, dans chaque commune de la République, un tableau contenant les noms, âge, état ou professions de tous ses habitants au-dessus de l'âge de douze ans, le lieu de leur habitation, et l'époque de leur entrée dans la commune.

- 1828** Arrêté royal du 29 septembre 1828 relatif à un dénombrement nouveau et général de la population du royaume

(*Pasinomie*, 2me série, t. 9, 1842, pp. 220-221)

L'article 1er prévoit l'exécution d'un dénombrement de la population dans le courant de 1829 qui doit servir à constater «le nombre exact d'habitants du royaume au 1er janvier 1830».

L'article 2 prévoit le renouvellement du dénombrement tous les dix ans.

- 1829** Arrêté royal du 3 septembre 1829 contenant des dispositions relatives au recensement dans le courant de 1829

(*Pasinomie*, 2me série, t. 9, 1842, p. 322)

- 1846** Arrêté royal du 30 juin 1846 décrétant un recensement général de la population

(*Pasinomie*, 3e série, t. 16, pp. 390-395; *M.B.*, 4 juillet 1846)

Art. 2. A partir du 1er janvier 1847, il sera tenu, dans chaque commune, un registre de population, auquel les résultats du recensement général serviront de base.

Instruction pour l'exécution du recensement général, annexée à l'arrêté royal du 30 juin 1846

20. Conformément à l'art. 2 de l'Arrêté Royal du 30 juin 1846, il sera établi, à partir du 1er janvier 1847, dans chaque commune urbaine et rurale du royaume, un registre

de population conforme au modèle n° 2, et destiné à l'inscription nominative de tous les habitants de la commune. Ce registre sera constamment tenu au courant des variations qui surviennent dans la population, par suite des naissances, des décès et des changements de demeure ou de résidence.

[...]

22. Il sera assigné à chaque ménage une page dans le registre de population, avec indication au haut de la page, de la section ou du quartier, de la rue et du numéro de la maison. De même que pour le recensement général, les individus de l'un et l'autre sexe, vivant seuls, seront considérés comme formant chacun un ménage.

23. Devront être inscrits, tous les individus, majeurs ou mineurs, présents ou absents, qui ont leur habitation effective dans la commune. La première inscription aura lieu d'après les renseignements fournis par le nouveau recensement général, qui formera la base du registre de population. Toute inscription postérieure au recensement général ne pourra avoir lieu que sur la production d'un certificat délivré par l'administration du dernier domicile, ou, pour les étrangers, sur l'exhibition d'un passe-port en règle.

24. Le registre sera divisé en colonnes indiquant le numéro d'ordre, les noms et prénoms, la profession, le lieu de naissance ou l'âge, l'état civil, la date de l'entrée dans la commune, et la désignation de la dernière résidence, la date du décès ou de la sortie de la commune avec désignation, dans ce dernier cas, du lieu où l'habitant va s'établir, les changements qui surviennent dans l'état civil des personnes et la date à laquelle ces changements se sont opérés; enfin, une dernière colonne sera réservée à des observations sur les personnes absentes qui, comme les militaires, les détenus, les apprentis, les enfants en nourrice, etc., ont cependant leur domicile légal dans la commune.

25. Chaque jour on consignera dans le registre de population, les mutations qui ont lieu dans le personnel d'un ménage; les nouveau-nés et les personnes entrées par changement de résidence, seront portés à la suite du dernier inscrit; les personnes qui quittent la résidence seront rayées.

[...]

27. Le registre sera accompagné d'un index alphabétique de tous les habitants.

28. Les registres, ainsi que l'index alphabétique, seront vérifiés par les commissaires d'arrondissement.

1856 Loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population

(*M.B.*, 7 juin 1856; *Pasinomie*, 3e série, t. 26, 1856, pp. 224-225)

Art. 3: Il y a dans chaque commune des registres de population. Ces registres sont rectifiés et complétés d'après les résultats du recensement. Tout changement de résidence d'une commune dans une autre est également consigné sur les registres de population.

Arrêté royal du 14 juillet 1856 réglant l'exécution de la loi du 2 juin 1856, sur les recensements généraux et les registres de population

(*M.B.*, 20 juillet 1856; *Pasinomie*, 3e série, t. 26, 1856, pp. 267-271)

Section II. Tenue des registres de population

Art. 16. [Maintien des registres de population prévus par l'art. 2 de l'arrêté du 30 juin 1846 (*M.B.*, 4 juillet 1846, n° 185)].

Art. 17. [Tenue à jour des registres de population].

Art. 18. Tout individu, regnicole ou étranger, qui vient établir sa résidence dans une commune ou change de demeure dans l'intérieur de la même commune doit, dans les quinze jours de son arrivée ou de son changement, en faire la déclaration à l'administration communale du lieu où il vient se fixer, en produisant un certificat [*Déclaration de changement de résidence*], délivré par l'administration du lieu de sa dernière résidence.

L'inscription ne se fera qu'au vu de ce certificat, sauf les exceptions pour les personnes venant de l'étranger, à l'égard desquelles on suivra les prescriptions de police. Avis de l'inscription sera donné, dans les quinze jours, au moyen d'un bulletin [*Certificat d'inscription*], à l'administration du lieu de la dernière résidence, qui fera opérer alors la radiation sur ses registres.

La déclaration de changement de résidence sera faite par le chef de famille ou de ménage pour toutes les personnes qui vivent en commun avec lui, y compris les domestiques à demeure [...].

Art. 19. N'est point réputé changement de résidence, dans le sens de l'article précédent, le séjour que font des personnes, durant une partie de l'année, en dehors du lieu de leur résidence habituelle.

Art. 20. Les contraventions aux dispositions de l'art. 18 et aux règlements communaux pris pour en assurer l'exécution, seront punies d'une amende qui ne peut excéder vingt-cinq francs. [...]

[L'article 21 précise que tous les trois mois, le collège des bourgmestre et échevins fera dressé un état des habitants qui ont quitté la commune sans avoir notifié leur changement de résidence, de sorte que leurs noms seront rayés d'office du registre.]

Art. 22. Dans les localités qui présentent un grand mouvement de population, les administrations communales pourront tenir un registre auxiliaire destiné à l'inscription des domestiques et des ouvriers. Il suffira d'inscrire alors une fois par an, au 31 décembre, sur les registres principaux, les derniers changements qui seront opérés dans le personnel de ces domestiques ou de ces ouvriers. [...]

- 1866** Arrêté royal du 5 juillet 1866 décrétant un recensement général à la date du 31 décembre 1866 (*M.B.*, 14 juillet 1866), en vertu de la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux.

(*Pasinomie*, 4e série, t. 1, 1866, pp. 221-222)

Arrêté royal du 31 octobre 1866 réglant la tenue des registres de population (*M.B.*, novembre 1866)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 1, 1866, pp. 274-280)

[Instructions nouvelles par rapport à celles de 1846 et de 1856]

Art. 1. L'officier de l'état civil est particulièrement chargé de faire observer tout ce qui concerne la tenue des registres de population.

Art. 4. Les personnes qui résident alternativement dans deux communes seront inscrites aux registres de population des deux localités. Toutefois, ces personnes n'entreront en ligne de compte, pour le calcul du mouvement de la population, que dans celle de leurs résidences où elles ont leur domicile légal.

Art. 7. Toute personne qui veut transférer sa résidence, soit dans une autre commune du royaume, soit dans un autre pays, doit, avant son départ, en faire la déclaration à l'administration communale du lieu qu'elle habite et fournir les renseignements

nécessaires à la rédaction du certificat [...].

Art. 8. Lorsqu'un ménage composé de plusieurs personnes change de résidence, la déclaration est faite par le chef du ménage pour toutes les personnes qui vivent en commun avec lui, y compris les domestiques et les ouvriers à demeure. Lorsqu'un enfant mineur quitte la résidence paternelle, il doit être assisté du chef de ménage pour faire sa déclaration.

Art. 9. L'administration communale délivre au déclarant un certificat n° 2, après lui en avoir donné lecture. Elle transmet en même temps, par la poste, un avis conforme au modèle n° 4 [...], à l'administration du lieu, s'il appartient au territoire belge, où le déclarant annonce l'intention d'aller se fixer.

Art. 10. Dans la quinzaine de sa déclaration, l'intéressé doit se présenter à l'administration communale du lieu où il vient se fixer, en produisant le certificat dont il est porteur.

Art. 11. L'inscription au registre de population ne se fait qu'au vu de ce certificat. Toutefois, le passe-port ou un titre équivalent en tient lieu pour les étrangers venant s'établir dans le royaume. Les regnicoles revenant de l'étranger doivent s'adresser à l'administration du lieu de leur dernière résidence en Belgique, qui rédigera le certificat n° 2 et l'avis n° 4.

Art. 12. Immédiatement après l'inscription de toute personne, l'administration du lieu de sa résidence précédente en est informée par l'envoi d'un certificat conforme au modèle n° 3 [...], accompagné du certificat n° 2.

Art. 13. La radiation ne peut s'effectuer au registre de population qu'à la réception de ce certificat, sauf pour les personnes qui vont s'établir à l'étranger et que l'on doit rayer lors de leur déclaration de départ.

Art. 14. Si, dans les quinze jours de la date de l'avis n° 4, l'intéressé ne se présente pas à l'administration communale du lieu où il a déclaré vouloir s'établir et que sa demeure ne puisse être découverte, l'administration de la résidence précédente en est informée par l'envoi d'un avis conforme au modèle n° 5 [...], accompagné de l'avis n° 4.

Art. 15. Si, dans le mois de la délivrance du certificat n° 2, une administration communale n'a point reçu le certificat n° 3, elle doit réclamer l'envoi de cette pièce ou de l'avis n° 5.

Art. 16. L'administration communale recherche les personnes qui auraient quitté la commune avec dessein de se fixer ailleurs, sans en donner avis. Elle fait opérer, s'il y a lieu, la radiation de ces personnes, avec mention au registre des résultats de l'information à laquelle il aura été procédé.

Art. 17. L'administration communale recherche également les habitants qui ne seraient pas inscrits au registre de population, soit pour avoir été omis au recensement, soit pour n'avoir point déclaré leur changement de résidence. Elle fait opérer l'inscription de ces habitants, après avoir provoqué la rédaction du certificat n° 2 et de l'avis n° 4, ou constaté qu'ils ne sont pas inscrits dans une autre commune.

Art. 18. Les agents de police locale signalent les personnes qui se trouvent dans l'un des cas prévus par les art. 16 et 17.

Art. 19. N'est point réputé changement de résidence dans le sens de l'art. 7:

- a) le changement de demeure dans la même commune; les formalités prescrites par les art. 7 et suivants seront remplacées par une simple déclaration faite dans la huitaine, à l'administration communale;
- b) le passage d'une résidence habituelle à l'autre, pour les personnes qui résident alternativement dans deux communes;
- c) le séjour momentané que font des personnes en dehors du lieu de leur résidence habituelle.

Art. 20. Personnes inscrites dans deux localités [...] doivent, lorsqu'elles changent de résidence, faire leur déclaration à l'administration de la commune qu'elles abandonnent. Cette administration donne avis du changement à la résidence nouvelle et à la commune où le déclarant conserve sa seconde résidence.

Instructions pour la tenue des registres de population, circulaire ministérielle en date du 27 décembre 1866 et instructions qui l'accompagnent

(M.A.P.L., n° 2484, 1867, pp. 97-136)

II. Extrait des instructions ministérielles relatives à l'exécution de l'arrêté royal du 30

octobre 1866

65. La 6e colonne, qui enregistre les professions ou conditions, réclame une attention toute particulière. Voici quelques-unes des règles qu'il importe d'observer:

A. Assigner une profession ou condition à tout chef de ménage indistinctement; à défaut d'autre, celle de propriétaire, de rentier ou de pensionné. Ne ranger parmi les personnes sans profession que celles (femmes, enfants, infirmes), qui vivent des ressources du chef de famille; l'épouse qui ne s'occupe que des soins ou de la direction du ménage est sans profession et ne doit pas être qualifiée de ménagère, ce qui s'entend d'une servante ayant soin du ménage de quelqu'un. On désignera comme indigents ceux qui n'ont d'autre ressource que la charité publique, ainsi que les vieillards et les incurables recueillis à vie dans les hospices.

B. Indiquer la profession des enfants, quelque jeunes qu'ils soient, lorsqu'ils en ont une. Ceux qui apprennent un métier, sans toucher de salaire, ou qui reçoivent l'instruction à ses divers degrés n'exercent pas une profession proprement dite.

C. Énumérer les diverses professions exercées par un même individu; placer en première ligne la profession la plus importante.

D. Donner aux miliciens la profession qu'ils avaient avant d'entrer à l'armée; signaler leur qualité de milicien dans la 16e colonne [observations]. Procéder de même pour les détenus et les reclus.

E. Employer le terme propre pour désigner chaque profession ou condition. Éviter les qualifications équivoques, telles que docteur (en médecine? en droit? en sciences? en lettres?), compositeur (de musique? typographe?), imprimeur (sur étoffes? typographe? en taille-douce?), artiste (dramatique? musicien? peintre? sculpteur?), graveur (sur bois? sur pierre? sur métaux?), blanchisseur (de cire? de toiles neuves? de linge sale? de murailles?), peintre (artiste? décorateur? badigeonneur?), ou vagues, telles que particulier, négociant, industriel, fonctionnaire. Avoir soin de mentionner, pour les commerçants, les fabricants, les ouvriers et les employés, le genre de négoce, d'industrie, de métier ou de fonction.

F. Distinguer les maîtres des ouvriers. Cette distinction peut présenter quelque difficulté pour les professions industrielles: à la catégorie des maîtres

appartiennent ceux (chefs d'un grand établissement ou simples artisans), qui, par eux-mêmes ou par des ouvriers salariés par eux, font subir une manipulation quelconque à une matière première ou à un fabricant et lui donnent, par leur travail, une plus grande valeur; la catégorie des ouvriers se compose non-seulement de ceux qui, payés par un patron, travaillent au dehors, seuls ou en brigades, mais aussi de ceux qui travaillent chez eux, pour compte d'autrui et sur des matières premières qui ne leur appartiennent pas.

G. Ranger parmi les ouvriers agricoles, lors même qu'ils exploitent une parcelle de terre pour leur compte, les individus qui louent habituellement leur travail à des fermiers.

- 1876** Arrêté royal du 22 août 1876 relatif au recensement général de la population au 31 décembre 1876 (*M.B.*, 26 août 1876)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 11, 1876, pp. 379-384)

Arrêté ministériel du 23 août 1876 relatif au recensement général de la population instruction (*M.B.*, 25 août 1876)

Circulaire du 23 août 1876 aux gouverneurs des provinces (*M.B.*, 25 août 1876).

- 1880** Loi du 25 mai 1880 accordant un crédit spécial au Ministère de l'Intérieur pour l'exécution du recensement général (*M.B.*, 26 mai 1880)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 15, 1880, pp. 227-228)

Arrêté royal du 3 septembre 1880 relatif au recensement général de l'agriculture, de la population et de l'industrie

(*Pasinomie*, 4e série, t. 15, 1880, pp. 316-317)

Arrêté ministériel du 9 septembre 1880 relatif au numérotage des maisons (*M.B.*, 10 décembre 1880)

Arrêté ministériel du 18 novembre 1880 relatif au recensement (*M.B.*, 20 novembre 1880)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 15, 1880, pp. 357-367)

Circulaire ministérielle du 17 décembre 1885 aux gouverneurs des provinces, registres de population (*M.B.*, 30 décembre 1885): envoi d'une brochure reprenant toutes les instructions relatives aux registres de population.

(*Pasinomie*, 4e série, t. 20, 1885, pp. 364-365)

- 1890** Arrêté royal du 18 avril 1890 relatif au recensement de 1890 (*M.B.*, 28-29 avril 1890) et circulaire aux gouverneurs de province du 22 avril 1890 relative au numérotage des maisons

(*Pasinomie*, 4e série, t. 25, 1890, pp. 109-111)

Arrêté royal du 20 août 1890 fixant les règles relatives au recensement de la population (*M.B.*, 24 août 1890)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 25, 1890, pp. 319-323)

- 1900** Arrêté royal du 8 août 1900 relatif au recensement de la population (*M.B.*, 30 août 1900)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 35, 1900, pp. 390-396)

Arrêté royal du 15 novembre 1900 relatif au registre de population, modèles (*M.B.*, du 21 novembre 1900)

Art 1. La formule annexée à l'article 1er de l'arrêté du 31 octobre 1866 (modèle 1), et déterminant le modèle de registre de population est remplacée par la formule annexée au présent arrêté (modèle 1). Ce modèle sera obligatoire à partir du 1er janvier 1901.

(*Pasinomie*, 4e série, t. 35, 1900, pp. 434-436).

Circulaire du 25 novembre 1900 aux gouverneurs de province sur les registres de population (*M.B.*, 2 décembre 1900)

La modification à l'arrêté royal du 31 octobre 1866 «a trait à l'inscription des personnes qui ont deux ou plusieurs résidences. Ces personnes continueront à être inscrites aux registres de chacune des communes où elles résident alternativement, comme le stipulait l'article 4 de l'arrêté royal du 31 octobre 1866. Sous ce rapport, pas de changement. Mais, en ce qui concerne le point de savoir dans quelle commune ces personnes entreront en ligne de compte pour le calcul du mouvement de la population, l'arrêté royal précité du 15 novembre courant apporte une innovation.

Jusqu'ici ces personnes étaient comptées pour ce calcul dans la commune où elles avaient leur domicile légal. A l'avenir, elles seront comptées dans la commune où elles auront déclaré avoir leur résidence principale, et, à défaut de déclaration, dans la localité la plus peuplée.

D'après cette règle, la résidence principale résultera, en ordre principal, d'une déclaration des intéressés. Cette déclaration devra être provoquée par les administrations des communes, siège actuel de la résidence principale et du domicile. A cette fin, elles adresseront un avis conforme au modèle [*Déclaration de résidence principale*] aux personnes inscrites (ou qui seraient à inscrire) à leurs registres comme ayant deux ou plusieurs résidences et comme domiciliées sur leur territoire.

(*Pasinomie*, 4e série, t. 35, 1900, pp. 446-448)

Arrêté royal du 30 décembre 1900 relatif au registre de population (*M.B.*, 21-22 janvier 1901)

Art. 1. Le registre sera accompagné d'un index sur fiches [...] tenu par ordre alphabétique et comprenant les noms de toutes les personnes inscrites comme habitants.

Art. 4. Les personnes qui résident alternativement dans plusieurs communes seront inscrites au registre de chacune des localités où elles résident. Toutefois, ces personnes n'entreront en ligne de compte pour la détermination du mouvement de la population, que dans la localité où elles auront déclaré avoir leur résidence principale, et, à défaut de déclaration, dans celle qui est la plus peuplée.

Art. 9. Les propriétaires, les usufruitiers de maisons, les locataires principaux ou leurs

chargés d'affaires qui donnent en location des parties de maisons, appartements ou chambres, doivent, dans les trois jours de l'entrée des occupants, notifier verbalement ou par écrit à l'administration communale, l'arrivée de ces personnes en indiquant leurs noms et prénoms. La même formalité doit être remplie lors du départ de celles-ci, endéans le même délai. Semblable obligation incombe aux maîtres ou patrons à l'égard des domestiques, ouvriers ou employés, habitant chez eux.

Art. 21. Les bateliers, forains, nomades, lorsqu'ils n'ont d'autre résidence que leur bateau, leur voiture foraine et chariot nomade, restent inscrits au registre de population de la commune où ils ont eu en dernier lieu leur résidence habituelle et, à défaut de telle résidence, de la commune qui est leur domicile d'origine.

Art. 23. Des registres spéciaux sont ouverts par l'administration communale à l'effet de constater les entrées et les sorties des habitants.

(*Pasinomie*, 4e série, t. 35, 1900, pp. 455-461)

Circulaire ministérielle du 19 février 1901 relative au renouvellement des registres de population (*M.B.*, 7 mars 1901)

[Le nouveau modèle de registre de population comporte de nouvelles colonnes pour certaines mentions relatives à la nationalité, la garde civique et le casier judiciaire; en outre, des colonnes spéciales sont réservées, hors cadre, pour l'inscription des mutations intérieures et des habitants successifs d'une même maison.]

(*Pasinomie*, 4e série, t. 36, 1901, p. 23)

Circulaire ministérielle du 12 mars 1901 relative à des dispositions nouvelles en matière de registres de population (*M.B.*, 14 mars 1901)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 36, 1901, pp. 34-36)

Instructions générales du 1er juin 1901 pour la constatation des changements de résidence et la tenue des registres de population (*M.B.*, 23 juin 1901)

(*Pasinomie*, 4e série, t. 36, 1901, p. 95)

- 1920** Arrêté royal du 26 juillet 1920 relatif au nouveau modèle de registre de population (*M.B.*, 7 août 1920)

(*Pasinomie*, 5e série, t. 11, 1920, pp. 285-287)

- 1921** Circulaire du ministre de l'Intérieur du 1er avril 1921 donnant les instructions générales concernant la tenue des registres de population, la constatation des changements de résidence et l'établissement des cartes d'identité (*M.B.*, 22 avril 1921)

(*Pasinomie*, 5e série, t. 12, 1921, p. 182.

- 1930** Arrêté royal du 13 juin 1930 prescrivant la tenue d'un nouveau modèle de registre de population, à partir du 1er janvier 1931 (*M.B.*, 21 juin et 27 juin 1931)

(*Pasinomie*, 5e série, t. 21, 1930, pp. 260-261)

- 1933** Arrêté royal du 14 août 1933 instaurant un registre spécial aux étrangers (*M.B.*, 16-17 août 1933)

- 1947** Arrêté du Régent du 17 novembre 1947 relatif à la tenue des registres de population déterminant un nouveau modèle, en vigueur au 1er janvier 1948

Circulaire ministérielle du 25 novembre 1947 relative au renouvellement des registres de population

[Autorise l'usage de registres à feuillets mobiles].

(*M.B.*, 1-2 décembre 1947, pp. 11.170-11.174)

- 1952** Arrêté royal du 30 avril 1952 (*M.B.*, 12-13 mai 1952) modifiant celui du 30 décembre 1900

- 1960** Arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population (*M.B.*, 30 avril 1960)

Art. 27. Sont abrogés l'arrêté royal du 30 décembre 1900, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1952; l'arrêté du Régent du 17 novembre 1947.

1970 Circulaire ministérielle du 31 décembre 1970 relative au renouvellement des registres de population (*M.B.*, 26 janvier 1971)

1981 Arrêté royal du 18 mars 1981 modifiant l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population

Circulaire aux gouverneurs du 19 mars 1981 relative au renouvellement des registres de population

(*M.B.*, 2 avril 1981, pp. 4016-4067)

Ces instructions remplacent celles du 31 décembre 1970:

1) Consultation des registres de population (*M.B.*, 2 avril 1981, pp. 4021-4022):

- a) les agents du fisc;
- b) le personnel d'inspection de l'Institut national de statistique;
- c) le directeur et les agents du Service «Radio-Télévision Redevances» dans le but d'assurer l'établissement ou la perception des redevances radio et télévision pour le compte de l'État;
- d) les agents de la Sûreté publique;
- e) les administrations communales sont tenues de satisfaire aux demandes de renseignements contenus dans les registres de population lorsqu'elles émanent d'avocats ou d'huissiers de justice justifiant de leur qualité. Lorsque ces derniers instrumentent dans une procédure civile ou commerciale, une taxe qui ne peut dépasser le taux maximum prévu pour la commune en question peut être exigée après décision du conseil communal.

Les autorités communales apprécient librement la suite à donner aux autres demandes de l'espèce émanant de particuliers ou de sociétés privées.

1983 Loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques

(*M.B.*, 21 avril 1984, pp. 5247-5249)

Art. 1. Le Registre national est un système de traitement d'informations qui assure [...] l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives à l'identification des personnes physiques.

Art. 2. Sont inscrits au Registre national:

1° les personnes inscrites aux registres de population ou aux registres des étrangers tenus dans les communes;

2° les personnes inscrites aux registres tenus dans les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger.

Un numéro d'identification est attribué à chaque personne lors de la première inscription de celle-ci au Registre national. Le Roi fixe les règles selon lesquelles ce numéro est composé.

Art. 3. Pour chaque personne, les informations suivantes sont enregistrées et conservées par le Registre national:

- 1° les nom et prénoms,
- 2° le lieu et la date de naissance,
- 3° le sexe,
- 4° la nationalité,
- 5° la résidence principale,
- 6° le lieu et la date du décès,
- 7° la profession,
- 8° l'état civil,
- 9° la composition du ménage.

Les modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1er, ainsi que leur date de prise d'effet sont mentionnées au Registre national.

A la demande d'une administration communale, d'autres informations peuvent être enregistrées par le Registre national. Leur communication n'est autorisée qu'à l'autorité publique qui les a fournies.

Les informations sont conservées pendant trente ans à compter du jour du décès de la personne à laquelle elles sont relatives.

Art. 4. Les autorités chargées de la tenue des registres visés à l'article 2 transmettent d'office au Registre national les informations mentionnées à l'article 3 [...].

Elles sont responsables de la conformité des informations transmises aux actes et documents qu'elles détiennent.

Le Roi fixe les modalités de transmission des informations.

Art. 5. Le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, aux notaires et huissiers de justice, pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret.

Le Roi, après avis de la commission visée à l'article 22, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'accès à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général. Le Roi désigne nominativement ces organismes.

[...]

Art. 9. L'utilisation du numéro d'identification du Registre national sans y être autorisé ou à d'autres fins que celles en vue desquelles l'autorisation a été donnée est interdite.

Art. 10. Toute personne inscrite au Registre national ou son représentant légal a le droit:

1° d'obtenir communication des informations qui la concernent et qui sont enregistrées dans le Registre national;

2° d'obtenir la rectification de celles de ces informations qui ne reproduiraient pas de manière précise, complète et exacte les informations que doivent transmettre les autorités visées à l'article 4 sur les seuls objets prévus à l'article 3.

Ces droits sont exercés auprès de la commune dans laquelle l'intéressé est inscrit au registre de la population. Ils sont exercés en ce qui concerne les Belges qui résident à l'étranger auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire dans les registres duquel il est inscrit.

Le Roi règle les modalités d'exercice de ces droits.

Arrêté royal du 8 août 1983 relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

(M.B., 21 avril 1984, pp. 5249-5250)

- 1984** Arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

(*M.B.*, 21 avril 1984, pp. 5252-5253)

Arrêtés royaux du 3 avril 1984 relatifs à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations.

(*M.B.*, 21 avril 1984, pp. 5253-5259)

- 1986** Circulaire du 5 juin 1986 concernant la tenue des registres de population, la constatation des changements de résidence, la délivrance des cartes et pièces d'identité

(*M.B.*, 19 juin 1986, pp. 9101-9102)

Circulaire du 1er juillet 1986 relative aux registres de population, inscription et radiation de détenus

(*M.B.*, 15 août 1986, pp. 1332-1333)

Circulaire du 10 décembre 1986 relative aux instructions générales du 19 mars 1981 étrangers privilégiés

(*M.B.*, 23 décembre 1986)

- 1987** Circulaire du 17 juin 1987 relative aux instructions générales du 19 mars 1981: fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes

(*M.B.*, 2 juillet 1987, pp. 10.339-10.340)

BIBLIOGRAPHIE

Abréviations

B.C.C.S.: *Bulletin de la Commission centrale de statistique.*

M.A.D.O.: *Mémorial administratif du Département de l'Ourthe.*

M.A.P.L.: *Mémorial administratif de la Province de Liège.*

BALTHAZAR H., DE BELDER J., HANNES J., VERHELST J., *Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XXe eeuw (1794-1914)*, dans *Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine*, cahier n° 18, Louvain, Paris, 1965, pp. 29-31.

BARTHELEMY J., *Le Registre national*, dans *Le Mouvement communal*, 1986, n° 11, pp. 406-410; 1986, n° 12, pp. 465-470; 1987, n° 1, pp. 19-23; 1987, n° 2, pp. 64-66; 1987, n° 3, pp. 120-122; 1987, n° 4, pp. 179-182; 1987, n° 5, pp. 230-233.

BIRABEN J.-N., *La statistique de population sous le Consulat et l'Empire*, dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. 17, 1970, pp. 359-372.

Code civil, Livre I, titre III, Du domicile (décrété le 23 ventôse an XI, promulgué le 3 germinal an XI), dans DELEBECQUE A., *Code Napoléon [...]*, 8e édit., Bruxelles, 1865, pp. 30-31.

COPPEJANS-DESMEDT H., *La législation et les archives communales*, dans *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, t. 129, Bruxelles, 1979, pp. 167-170.

DE BELDER J., *De sociale oorsprong van de Brusselse goeode burgerij van 1914*, dans *Revue Belge d'Histoire contemporaine*, t. 3, 1972, 3-4, pp. 405-439; t. 4, 1973, 3-4, pp. 393-427.

DUPAQUIER J., *Problèmes démographiques de la France napoléonienne*, dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. 17, 1970, pp. 339-358.

DUPAQUIER J. et M., *Histoire de la démographie. La statistique de la population des origines à 1914*, Paris, 1985.

Exposé de la situation du royaume, période décennale de 1851 à 1860, t. I, Bruxelles, 1865.

JANSSENS A., *Industrialization without family change ? The extended family and the life cycle in a Dutch industrial town, 1880-1920*, dans *Journal of family history*, vol. 11, n° 1, 1986, pp. 25-42.

GOBYN R., *Onderzoek naar de beroepskeuze van de bevolking van een Vlaamse plattelandsstad tussen 1862 en 1914: Tielt. Nieuwe evaluatie en benadering van bronnen*, dans *Revue Belge d'Histoire contemporaine*, t. 11, 1980, 3, pp. 339-387.

GUBIN É., VAN NECK A., *La répartition professionnelle de la population belge en 1846: un piège statistique*, dans *Acta Hictorica Bruxellensia*, t. IV, *Histoire et Méthode*, Bruxelles, 1981, pp. 274-275.

GUTMANN M., VAN DE WALLE Ét., *New sources for social and demographic history: the Belgian population registers*, dans *Social Science History*, t. 2, 1978, 2, pp. 121-143.

GUTMANN M., WATKINS S.C., *Methodological Issues in the Use of Population Registers for Fertility Analysis*, dans *Historical Methods*, été 1983.

HANNES J., *L'histoire sociale: problèmes de méthodes et applications aux sources bruxelloises du XIXe siècle*, dans *Cahiers bruxellois*, t. 10, 1965, pp. 240-267.

HANNES J., *Kwantifikatie en historische kritiek*, dans *Tijdschrift voor Geschiedenis*, t. 2, 1971, pp. 348-354.

HANSON D., *Une source d'histoire sociale: les listes d'habitants dressées par la police, Liège de 1797 à 1930*, dans *Annuaire d'Histoire liégeoise*, t. 20, n° 44, 1979, pp. 115-164.

HECHT J., *L'idée de dénombrement jusqu'à la révolution*, dans *Pour une histoire de la statistique*, t. 1, Paris, 1976, pp. 55-71.

HÉLIN Ét., *Adolphe Quetelet (1796-1874) et l'organisation des recensements belges*, dans *Population et Société*, édité par S. Pascu, t. IV, Cluj-Napoca, Dacia (Roumanie), 1980, pp. 12-22.

HÉLIN Ét., *Origine des recensements belges*, dans *Population et Société*, édité par S. Pascu, t. IV, Cluj-Napoca, Dacia (Roumanie), 1980, pp. 136-153.

JULIN A., *Hommage à Adolphe Quetelet, statisticien (1796-1874)*, dans *Revue de l'Institut de Sociologie*, t. 3, 1935, pp. 3-40.

KEMPENEERS M., *Aux origines des statistiques liégeoises. Premières recherches sur leur élaboration (An III-1843)*, mémoire de licence en Histoire, Université de Liège, 1976.

LEBOUTTE R., *Reconstitution des familles et dynamique des ménages: l'apport des registres de population*, dans *Archives et Bibliothèques de Belgique*, numéro spécial 24, «Sources et méthodes de la démographie historique avant 1850», Bruxelles, 1984, pp. 89-112.

LEBOUTTE R., *Les banques de données: un second souffle pour la démographie*, dans *Population et Famille*, t. 57, 1985, pp. 111-124.

LEBOUTTE R., *Reconversions de la main-d'oeuvre industrielle et transition démographique. Les bassins industriels en aval de Liège, XVIIe-XXe siècles*, (Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, fascicule CCLI), Liège-Paris, 1988.

LEBOUTTE R., *Le livret d'ouvrier dans la province de Liège. Une source méconnue en Histoire sociale. Présentation et premiers résultats d'exploitation*, (Collection d'Etudes du Musée de la Vie Wallonne, n°5), Liège, 1988.

LEBOUTTE R., OBOTELA R., *Les registres de population en Belgique. Genèse d'une technique administrative et d'une source de démographie historique*, dans *Bulletin de la Commission Royale d'Histoire*, t. 154, 1988, pp. 285-305.

LEVY M., *La statistique démographique sous la révolution*, dans *Pour une histoire de la statistique*, t. 1, Paris, 1976, pp. 105-110.

LOTTIN J., *Quetelet, statisticien et sociologue*, Louvain, 1912.

MARÉCHAL G., *Bewaring en vernietiging van gemeentearchieven. Richtlijn en advies*, t. I: *Burgerlijke stand, bevolking, militie, financiën*, (*Miscellanea archivistica*, t. 41), Bruxelles, 1986, pp. 20-39.

MERTENS J., *Burgerlijke stand en bevolkingsregisters*, dans *Vlaamse Stam*, t. 10, 1974, pp. 525-538.

MEYER A.C., *De negentiende-eeuwse 'papieren mensch', een onderzoek naar het Amsterdams bevolkingsregister als bron voor historici*, dans *Nederlands Archiefblad*, 87me année, 1984, n° 4, pp. 371-395.

NICOLAÏ Ed., *Les registres de population. Rapport fait au nom de la première section*, dans *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. 9, 1895-1896, pp. 145-146.

NICOLAI Ed., *Rapport sur les registres de population*, dans *International Statistical Institute, 10th session, London, 31st July to 4th August 1905*, in-8°, Londres, 1905, 40 p.; *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. 15, 1905-1906, pp. 314-351.

OBOTELA R., *Les recensements belges au XIXe siècle. Genèse d'une technique administrative et d'une source de démographie historique*, doctorat inédit, Université de Liège, Histoire, 1983.

Pandectes belges, t. 85, 1906, col. 540-622: «Registre de population».

PASLEAU S., *Analyse automatique des registres de population. Le système LEGIA II*, dans *Revue informatique et statistique dans les sciences humaines*, t. 20, 1-4, 1984, pp. 161-181.

PASLEAU S., *Structures démographiques d'un faubourg industriel de Liège. Grivegnée en 1856*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. 16, 1985, 3-4, pp. 397-432.

PASLEAU S., *LEGIA II. La gestion automatique des données en histoire*, (Université de Liège, Faculté de Philosophie et Lettres, série du Laboratoire d'informatique documentaire et d'histoire quantitative, fascicule 1), Liège, 1987.

PIRON Th., *Des registres de population en Belgique. Manuel pratique*, 2e édition, Liège, 1905.

PIRON Th., *Des registres de population en Belgique. Complément à la 2e édition du manuel pratique*, Liège, 1911.

PIRON Th., *Des registres de population en Belgique*, 5e édition revue, complétée et mise en rapport avec la législation et la jurisprudence par F. Poellaer, Bruges, 1957.

PIRON Th., POELLAER F., *Les registres de population en Belgique. Traité juridique et administratif*, Bruges, 1978.

POULAIN M., *Du registre de population aux statistiques de migration interne en Belgique. Critique des sources et corrections des données*, dans *Population et Famille*, t. 45, 1978, 3, pp. 1-45.

POULAIN M., *Évolution des statistiques démographiques belges disponibles au niveau communal depuis la fin du XVIIIe siècle*, dans *Revue belge de géographie*, t. 5, 1981, pp. 205-217.

QUETELET A., *Sur le recensement de la population de Bruxelles en 1842*, dans *B.C.C.S.*, t. 1, *Mémoires*, 1843, pp. 27-164.

QUETELET A., *Sur les anciens recensements de la population belge*, dans *B.C.C.S.*, t. 3, *Bruxelles*, 1847, pp. 1-38.

[QUETELET A.,] *Rapport sur l'essai du recensement général fait à Molenbeek-St-Jean*, dans *B.C.C.S.*, t. 3, *Mémoires*, 1847, pp. 73-134.

QUETELET A., *Notice sur M.-Edouard Smits*, dans *B.C.C.S.*, t. V, 1853, p. 538.

Quetelet, 1796-1874. Mémorial Adolphe Quetelet, n° 3, *Bruxelles*, 1974, n° 4, *Bruxelles*, 1977.

QUETELET A., HEUSCHLING X., *Rapport au Ministre de l'intérieur sur la tenue des registres de population*, dans *B.C.C.S.*, t. 4, *Procès-verbaux*, 1851, pp. 215-216.

Recensement général de la population, 31 décembre 1947, t. 1, *Bruxelles*, 1954.

Recueil des dispositions en vigueur concernant la tenue des registres de population, *Bruxelles*, 1885.

Recueil des dispositions en vigueur concernant la tenue des registres de population, *Bruxelles*, 1901.

Répertoire méthodique des instructions relatives à la tenue des registres de population, *Liège*, 1861.

TERMOTE M.G., *Statistiques migratoires directes: le registre de population*, dans *Migrations intérieures. Méthodes d'observation et d'analyse, Actes du IVème Colloque national du C.N.R.S.*, Caen, 2-4 avril 1973, t. I, *Paris*, 1975, pp. 157-164.

TERMOTE M., *Statistiques du mouvement migratoire*, dans *Recherches économiques de Louvain*, t. 6, 1966, pp. 391-405.

THEYS M., *La population de Diest pendant les deux premiers tiers du XIXe siècle*, *Bruxelles*, 1977.

Vade-mecum EUROSTAT. Guide de l'Office statistique des Communautés européennes, *Luxembourg*, 1989.

VAN DE WALLE Ét., BLANC O., *Registres de population et démographie: La Hulpe, 1846-1880*, dans *Population et Famille*, t. 36, 1975, 3, pp. 113-128.

VAN DE WALLE Ét., *Household dynamics in a Belgian village, 1847-1866*, dans *Journal of Family History*, t. 1, 1976, 1, pp. 80-94.

VIRÉ L., *La statistique napoléonienne dans les neuf départements belges. Éléments pour une critique*, dans *La statistique en France à l'époque napoléonienne*, Bruxelles, 1981, pp. 13-43.

WATKINS S.C., MCCARTHY J., *The Female Life Cycle in a Belgian Commune: La Hulpe, 1847-1866*, dans *Journal of Family History*, t. 5, 1980, 2, pp. 167-179.

WELLENS-DE DONDER L., *La correspondance d'Adolphe Quetelet*, dans *Archives et Bibliothèques de Belgique*, t. 35, 1964, 1, pp. 49-66.

WELLENS-DE DONDER L., *Inventaire de la correspondance d'Adolphe Quetelet déposée à l'Académie royale de Belgique*, dans ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE, *Classe des sciences, Mémoires*, collection in 8°, deuxième série, t. 37, fasc. 2, Bruxelles, 1966, pp. 3-299.

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Chapitre I. Aux origines des registres de population belges	2
Un objectif fondamental: le maintien de l'ordre	
Le dénombrement général de la population de 1830	
Le premier recensement belge	
Chapitre II. Principes directeurs - 1847-1866	7
Qu'est-ce qu'un registre de population?	
La notion de «ménage»	
Raisons d'être des registres de population	
Inscription	
Changements de résidence	
Registres auxiliaires et index alphabétique	
Tenue des registres de population, conservation	
Caractères juridiques	
Chapitre III. Les fruits de dix années d'expérience	17
Chapitre IV. Critique des registres de population	20
Registres de population et recensements	
Premières inscriptions et mise à jour	
Registres de population et registres d'état civil	
Registres de population et migrations	
Registres de population et autres sources	

Chapitre V. Le registre national

Instauration du Registre national

Extensions du Registre national

Chapitre VI. Conservation et consultation

Conservation

Consultation

Annexe

Bibliographie



EUI WORKING PAPERS

EUI Working Papers are published and distributed by the
European University Institute, Florence

Copies can be obtained free of charge
– depending on the availability of stocks – from:

The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)
Italy

Please use order form overleaf

Publications of the European University Institute

To The Publications Officer
 European University Institute
 Badia Fiesolana
 I-50016 San Domenico di Fiesole (FI) – Italy
 Telefax No: +39/55/4685 636
 e-mail: publish@datacomm.iue.it
 <http://www.iue.it>

From Name
 Address.....

- ☐ Please send me a complete list of EUI Working Papers
☐ Please send me a complete list of EUI book publications
☐ Please send me the EUI brochure Academic Year 1998/99

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No, Author
Title:
No, Author
Title:
No, Author
Title:
No, Author
Title:

Date

Signature

Working Papers in History

Published since 1995

HEC No. 95/1

Albert CARRERAS/Andrea
GIUNTINI/Michèle MERGER (eds)
European Networks/Réseaux européens -
A Companion Volume/ Volume
complémentaire

HEC No. 95/2

Albert CARRERAS/Andrea
GIUNTINI/Andreas KUNZ (eds)
XIX and XX Centuries Transport
History. Current Trends and New
Problems *

HEC No. 98/1

Luisa PASSERINI (ed.)
The Question of European Identity: A
Cultural Historical Approach.
Papers by Lützel, Niethammer, Liakos

HEC No. 98/2

Christophe DUHAMELLE
La noblesse du Saint-Empire et le crédit:
autour du *Von den Reichsständischen
Schuldenwesen* de Johann Jacob Moser
(1774)

HEC No. 96/1

Albert CARRERAS/Elena CEFIS
The Development of the Italian Highway
Network, 1924-1993.
A Computerized Atlas

HEC No. 98/3

René LEBOUTTE
Du registre de population au registre
national. Deux siècles de pratique
administrative en Belgique, 1791-1991

HEC No. 96/2

Luis Julio TASCÓN FERNÁNDEZ
Productividad del trabajo durante el
declive de la minería del carbón Europea -
El modelo de la Hullera Vasco-Leonesa,
1933-1993

HEC No. 97/1

Sylvain PIRON
Nicolas Oresme: violence, langage et
raison politique

HEC No. 97/2

Frances M.B. LYNCH
Funding the Modern State: The Introduc-
tion of Value Added Tax in France

HEC No. 97/3

Rose DUROUX
L'usure dans le roman du XIXe siècle
espagnol. La série *Torquemada* de Benito
Pérez Galdós

*out of print



